



Des convictions à la pratique : Transferts monétaires et dynamiques de genre

Un rapport de Concern Worldwide et Oxfam GB

Table des matières

Abréviations	5
Remerciements	5
Synthèse	6
1. Introduction	9
1.1 Méthodologie	10
1.2 Vue d'ensemble du rapport	10
1.3 Utilisation des transferts monétaires	11
1.4 Genre et émancipation des femmes	12
1.5 Présupposés sur l'émancipation qui influencent les transferts monétaires	13
2. Trois études de cas : lieu, contexte et caractéristiques du programme	13
3. Transferts monétaires et relations de pouvoir à l'intérieur des familles et des communautés	15
3.1 Impacts positifs	16
3.2 Limitations à l'émancipation des femmes	19
4. Programmation des transferts monétaires d'urgence – constatations tirées des études nationales	22
4.1 Orientations stratégiques	22
4.2 Conception de programme	22
4.3 Ciblage	24
4.4 Mise en œuvre	24
4.5 Employés	25
4.6 Partenaires	25
4.7 Communication	26
4.8 Contrôle	26
5. Recommandations	27
5.1 ONG	27
5.2 Donateurs	30
Annexes	32
Résumé du rapport : Province de Sumatra Occidental	32
Résumé du rapport : Zimbabwe	36
Résumé du rapport : Kenya	41
Indicateurs d'Oxfam pour un cadre d'intervention conscient du genre	45
Notes de fin de rapport	48
Bibliographie	50



Abréviations

CI

Carte d'identité

KPI

Koalisi Perampuan Indonesia

ONG

Organisation non gouvernementale

ZECT

Zimbabwe Emergency Cash Transfer Programme (Programme de transferts monétaires d'urgence au Zimbabwe)

Remerciements

Concern Worldwide et Oxfam GB ont demandé à Tina Wallace et Jennifer Chapman, deux consultantes indépendantes expertes dans les questions liées au genre, de concevoir cette étude et de la mener à bien à travers une série de visites dans trois pays. Leurs conclusions constituent la base du présent document. Concern Worldwide et Oxfam GB tiennent à remercier Tina et Jenny du temps et des efforts qu'elles ont consacrés à la réalisation de ce projet.

Cette étude n'aurait pas pu être menée à terme sans la participation et le soutien actifs des équipes responsables de Concern Worldwide au Kenya et au Zimbabwe, ainsi que d'Oxfam GB en Indonésie et au Kenya.

En Indonésie, nous souhaitons tout particulièrement remercier Puspasari Indra, Hema Malini et Fitriyanti, qui malgré un calendrier très chargé, ont pris le temps de participer au travail de terrain et ont apporté des éclaircissements précieux tout au long des recherches. Un grand merci à Fenny qui a fait un excellent travail de traduction.

Au Zimbabwe, il convient de remercier tout particulièrement l'équipe programme de Concern Worldwide composée de Trust Muronzereyi, Tendai Ranganayi, Roseline Mukono, et Kudakwashe Madzeke qui ont fait preuve d'énormément d'enthousiasme et ont consacré à ce travail de très longues heures, parfois dans des circonstances difficiles.

Au Kenya, Sumananjali Mohanty d'Oxfam GB et Amina Abdulla de Concern Worldwide ont participé activement aux recherches malgré un emploi du temps déjà intense et leurs connaissances se sont avérées très précieuses pendant la préparation des rapports. Merci également aux employés du projet de développement du bidonville de Mukuru et à ceux du projet de développement Redeem Gospel Church des bidonvilles de Korogocho pour le soutien qu'ils ont apporté au travail de recherche effectué au Kenya.

Les encouragements et le soutien technique des membres du comité directeur ont beaucoup apporté à cette étude, notamment Danny Harvey, Angela O'Neill, Darren Evans et Gabrielle Smith de Concern Worldwide et Nupur Kukrety et Oley Dibba-Wadda d'Oxfam GB.

Enfin et surtout, Concern Worldwide et Oxfam GB souhaitent remercier Carol Brady de sa patience et des efforts qu'elle a consacrés à la rédaction de ce rapport.

Traduction : Isabelle Stockton au nom de Save the Children UK

Révision : Brigitte Clark au nom de Save the Children UK

Synthèse

Concern Worldwide (Concern) et Oxfam GB (Oxfam) ont commandité conjointement ce rapport pour étudier les impacts des transferts monétaires sur les dynamiques liées au genre à l'intérieur des familles et des communautés. Ce rapport a été demandé parce que les agences se préoccupaient du manque d'éléments recueillis jusque-là pour démontrer si les transferts monétaires utilisés maintenant dans de nombreux contextes d'urgence et supposés bénéficier aux femmes et contribuer à leur émancipation, remplissaient réellement ces objectifs. Les leçons tirées de ce rapport serviront de base documentaire pour élaborer à l'avenir des programmes de transferts monétaires qui tiendront compte des questions relatives au genre.

Cette étude comprend un examen de la documentation disponible, des évaluations de programmes effectuées par des organisations non gouvernementales (ONG) et trois études de pays. Ces pays sont l'Indonésie (crise d'apparition rapide, séisme), le Kenya (crise d'apparition rapide, augmentation brutale des prix alimentaires) et le Zimbabwe (crise prolongée). Dans ces trois contextes les femmes ont été les principales bénéficiaires des transferts monétaires.

Impacts du programme sur les relations de genre à l'intérieur des familles et des communautés

Les relations de pouvoir et les rôles liés au genre à l'intérieur des familles et des communautés sont spécifiques à la culture et au lieu. L'impact des transferts monétaires sur les femmes dépend énormément du contexte. De manière générale, nous avons constaté de nombreux bénéfices pour les femmes, notamment une augmentation de l'estime de soi, une plus grande confiance pour manipuler l'argent, et une certaine acceptation de la part des hommes du fait que les femmes sont capables de s'occuper d'argent. Dans l'ensemble, les relations à l'intérieur des familles se sont améliorées parce que les transferts monétaires ciblaient les femmes et nous avons eu des indications selon lesquelles certaines de ces améliorations auraient perduré au-delà de la durée du programme.

Cependant, cela posait aussi très clairement des difficultés. Certains des bénéficiaires étaient préoccupés à la fois par les implications sur la communauté de la manière dont les transferts monétaires étaient mis en place, et par leurs effets sur les stratégies traditionnelles de survie. Les relations communautaires ne se sont pas nécessairement améliorées, et dans certains cas les programmes ont eu pour résultat de les aggraver. Les transferts monétaires ont également eu tendance à renforcer plutôt qu'à remettre en cause les rôles traditionnels familiaux et sociaux des femmes. Les transferts monétaires étaient perçus comme une aide pour que les femmes soient tout simplement « mieux » à même de remplir leur rôle, à savoir qu'il était attendu des femmes qu'elles se chargent de manière responsable de l'approvisionnement alimentaire et de la gestion du paiement des transferts monétaires tout en ayant souvent à faire face à des pressions et à des demandes multiples. De la même manière, les rôles masculins étaient emprunts de stéréotypes négatifs qui auront un effet adverse sur la possibilité de changement à long terme des relations entre les genres. Des dynamiques sociales complexes, comme la polygamie, n'avaient pas été prises en compte, et en conséquence la distribution de la nourriture à l'intérieur des familles restait très fortement liée au genre et à la hiérarchie.

Constations issues du processus de programmation

Un engagement pourtant clair envers l'égalité des genres au niveau institutionnel, ne s'est cependant qu'à peine traduit dans la réalité. Aucune des situations de transferts monétaires étudiées ne comportait clairement un programme destiné à traiter la question de l'inégalité entre les genres, même si la documentation de chacun des projets mentionnait différents bénéfices escomptés pour les femmes destinataires. Ceci se doit en partie aux exigences actuelles imposées par les donateurs dans les propositions de programme. Les employés ne comprenaient pas clairement ce que signifiait l'émancipation des femmes ou quels aspects de l'égalité des genres il était possible de promouvoir à travers les programmes. Les partenaires étaient considérés comme des auxiliaires de mise en œuvre plutôt que comme parties prenantes des projets, et leur compréhension des questions de genre n'a pas été utilisée dans la conception des interventions.

C'est uniquement en Indonésie qu'une analyse de genre a été effectuée avant la mise en œuvre, et nulle part des concepts tels que l'inégalité entre les genres ou l'émancipation des femmes n'ont été définis ou analysés. Il n'y a pas eu de femmes impliquées dans les discussions préparatoires des projets ou de contrôle du travail, et les indicateurs de succès ont été principalement centrés sur des données quantifiables. Certaines questions cruciales du point de vue des femmes, touchant à la mise en œuvre et aux mécanismes de distribution et de communications, sont restées inexplorées.

Recommandations pour de futurs programmes

A l'intention des ONG

- Disposer d'engagements institutionnels clairement formulés en faveur de l'égalité des genres et s'assurer qu'ils font partie intégrante de tous les programmes. Remplir les normes minimales de SPHERE et les normes relatives au genre dans les situations d'urgence.
- Effectuer une analyse sociale et de genre dans le cadre de toutes les interventions d'urgence. Bien que cela puisse paraître plus difficile dans les cas d'urgences d'apparition soudaine, l'expérience menée dans l'ouest de Sumatra montre que cela est possible. Dans les cas d'urgences chroniques et d'apparition plus lente, et dans les pays où les catastrophes sont fréquentes, une analyse sociale et de genre complète devrait faire partie des plans de préparation aux catastrophes. Une telle analyse servira de base d'information pour la programmation de manière à enraciner, dans une certaine mesure, la perspective liée au genre dans tous les programmes.
- Se fixer des objectifs liés au genre clairs et atteignables pour chaque étape de l'intervention. Être conscient du fait que l'émancipation est un objectif à long terme, profond et multiple. Les objectifs du programme varieront en fonction du type d'intervention, de son calendrier, et de la phase d'intervention concernée. Toute intervention fondée sur une analyse de genre solide, devrait au minimum ne pas causer de dommages. En ce qui concerne un travail à plus long terme ou dans le cas des phases de reconstruction, l'introduction d'impacts positifs pour les femmes peut contribuer à avancer vers le but d'ensemble qu'est l'émancipation.
- S'assurer que les employés disposent de suffisamment de temps pour comprendre, poser des questions et intérioriser ce qu'ils ont appris et les principes touchant à l'égalité des genres.





- Impliquer et soutenir les organisations partenaires dès le départ.
- Comprendre les besoins des femmes, les charges de travail qui sont les leurs ainsi que les systèmes culturels en vigueur au moment de concevoir la manière dont le programme sera mis en œuvre et les mécanismes de distribution qu'il utilisera.
- Contrôler systématiquement le succès des objectifs spécifiques au genre en même temps que sont mesurés les autres aspects traditionnels du programme.
- Continuer à encourager un dialogue ouvert de manière à soutenir et encourager la diffusion des meilleures pratiques.

A l'intention des donateurs

- Renouveler et suivre les engagements institutionnels envers l'égalité des genres.
- Exiger que soit effectuée une analyse sociale et de genre dans le cadre de tous les programmes.
- Investir dans la planification d'urgence dont l'analyse de genre devrait faire partie intégrante.
- Investir du temps et de l'argent dans les employés, pour que la perspective de genre fasse partie intégrante de tous les programmes.
- Soutenir l'émancipation des femmes en promouvant le plaidoyer pour le changement.

Les transferts monétaires peuvent avoir une valeur déterminante pour les femmes, celle-ci peut aller d'une assistance à court terme à un renforcement de leur visibilité et au développement de mesures menant à l'émancipation. Il est impératif de baser ce qui peut être obtenu sur une solide compréhension des structures et des obstacles sociaux. Les programmes doivent comporter des objectifs clairement définis et réalistes qui varieront en fonction des différents types d'engagement, des phases du programme et des calendriers. Les agences, comme les donateurs, doivent comprendre quel est l'impact que les transferts monétaires ont à l'heure actuelle, ce qu'ils peuvent promouvoir et comment favoriser une mise en œuvre optimale des programmes pour que les transferts monétaires soient à même de réaliser leur potentiel.

1. Introduction

Les transferts monétaires sont maintenant considérés par la plupart des donateurs et des agences humanitaires comme un élément approprié faisant partie de l'arsenal de mesures dont disposent les interventions d'urgence. Ils sont appropriés dans la plupart des contextes dans lesquels les marchés fonctionnent encore. Tous les programmes monétaires ont pour objectif « *d'augmenter le pouvoir d'achat des populations touchées par une catastrophe, de manière à leur permettre de couvrir leurs besoins minimum en termes de nourriture et de produits non alimentaires ; ou de contribuer au rétablissement de leurs moyens d'existence* »¹. Pour les donateurs et les agences humanitaires, l'un des avantages des transferts monétaires en plus du choix, de la flexibilité, de la rentabilité et des bénéfices potentiels pour les marchés locaux, est l'émancipation. Creti et Jaspars (2006), argumentent que « *l'argent peut améliorer le statut des femmes et des groupes marginalisés* »². Dans un effort pour trouver une solution à l'inégalité, les transferts monétaires ciblent de plus en plus souvent les femmes.

Concern Worldwide (Concern) et Oxfam GB (Oxfam) ont commandité ce rapport pour examiner les impacts des transferts monétaires sur les dynamiques de genre à la fois au sein des familles et des communautés. Ce rapport a été demandé parce que les agences se préoccupaient du manque d'éléments disponibles jusque-là pour démontrer si les transferts monétaires utilisés maintenant dans de nombreux contextes d'urgence et supposés bénéficier aux femmes et contribuer à leur émancipation, remplissaient réellement cet objectif.

Les discussions sur les transferts monétaires tendaient à examiner les moyens pour améliorer les programmes et se sont souvent penchées sur des questions comme : la conception des stratégies d'intervention ; les mécanismes de distribution et la rentabilité ; la bonne et la mauvaise utilisation de l'argent, et la manière dont l'argent peut couvrir une série de besoins.

Néanmoins, se concentrer sur les aspects techniques signifie souvent que l'effet des programmes sur les relations et les structures sociales ne fait pas l'objet de suffisamment d'attention. En conséquence, jusqu'ici l'investissement consacré au recueil

d'éléments sociaux capables de fournir de réelles indications sur l'impact des transferts monétaires et destiné à améliorer les programmes, est resté très limité. L'intention de cette étude était donc :

- D'évaluer, suite aux programmes de transferts monétaires d'urgence, les changements en termes de relations de pouvoir entre les genres au sein des familles et de la communauté.
- De passer en revue les processus employés par les agences dans la programmation des transferts monétaires d'urgence et d'analyser leur adéquation sous l'angle du genre.

Parce que les urgences se déclenchent dans des situations variées et que les transferts monétaires sont de plus en plus fréquemment utilisés pour y répondre, trois endroits avec des type d'urgence et des contextes différents ont été choisis pour y mener cette étude. Cette étude s'est penchée sur les transferts monétaires qui sont intervenus dans le cadre des interventions d'urgence menées au Zimbabwe, au Kenya et en Indonésie. Il est impératif de noter qu'aucun des programmes étudiés ne s'était fixé d'objectifs déclarés concernant l'émancipation des femmes ou la modification des relations de pouvoir. Ils ont été choisis pour orienter notre apprentissage et améliorer la prise de conscience des questions de genre dans la programmation des transferts monétaires.

1.1 Méthodologie

Concern et Oxfam ont engagé deux consultantes indépendantes, spécialistes des questions de genre, pour examiner les interventions menées dans trois pays ; ce document s'appuie sur leurs constatations. Les recherches effectuées ont exploré la manière dont les transferts monétaires ont affecté les relations de genres dans chacun de ces contextes, comment les relations entre les genres et les systèmes hiérarchiques étaient compris, et ont également cherché à définir si les programmes avaient été conçus avec l'intention de traiter des questions relatives au genre.

La méthodologie employée pour cette étude a impliqué :

- L'examen de la documentation sur les transferts monétaires, le genre et l'émancipation des femmes.
- L'examen des évaluations disponibles menées par les organisations non gouvernementales (ONG)

concernant les transferts monétaires et leur impact sur le genre.

- Des entretiens avec les principales parties prenantes au Royaume-Uni et dans les trois contextes nationaux. Les entretiens ont été concentrés sur les employés qui travaillent en première ligne dans les pays et sur un échantillon (de 20 à 30 individus) regroupant à la fois des membres bénéficiaires et non-bénéficiaires au sein des communautés concernées. Les femmes, en tant que bénéficiaires-cibles, ont été nos interlocutrices principales. Parce qu'il était essentiel de recueillir également le point de vue des hommes, des groupes de discussion et des entretiens individuels ont également eu lieu avec des hommes.

Contrairement au recours traditionnel à des données quantitatives et à des interprétations statistiques, cette étude s'est démarquée par son approche qualitative et strictement centrée sur les transferts monétaires et les relations de genre. Les bénéfices et la valeur de l'approche (phénoménologique) de type « étude de cas qualitative » sont qu'elle :

- Cherche à comprendre – et non pas à mesurer – l'expérience des personnes. L'objectif est de fournir une description minutieuse de la vie telle qu'elle est vécue et ensuite d'en dégager des schémas ou des thèmes communs à l'ensemble.
- Examine et explique différentes situations, relations, événements, expériences, et cherche à comprendre leur signification.

1.2 Vue d'ensemble du rapport

Ce rapport a été conçu pour des personnes qui ont de par leur travail une connaissance des transferts monétaires et qui veulent en savoir plus sur les liens entre les transferts monétaires et les relations de pouvoir entre les genres. Même si nous avons beaucoup appris de manière plus générale sur la programmation des transferts monétaires dans les situations d'urgence, par exemple sur leurs coûts, leurs destinataires, les marchés et les mécanismes de distribution, il s'agit d'informations qui sont disponibles ailleurs³. Le but de ce rapport est de présenter des constatations claires sur l'impact des transferts monétaires sur les relations entre les genres telles que nous les avons observées dans les contextes nationaux étudiés et de les traduire en une série de recommandations.



Ce rapport s'intéressera brièvement au rôle des transferts monétaires et au concept de l'émancipation des femmes avant de souligner les hypothèses de départ qui sous-tendent les programmes de transferts monétaires et les bénéfices qu'ils sont supposés apporter aux femmes. L'impact que les programmes de transferts monétaires ont eu sur les rôles et les relations des femmes sera discuté avant d'examiner les questions de programmation qui ont surgi à l'issue de ces trois études de pays. Le rapport rassemblera alors une série de recommandations à l'intention à la fois des ONG et des donateurs.

1.3 L'utilisation des transferts monétaires

Les transferts monétaires sont de plus en plus souvent considérés comme une option de réponse

appropriée dans le cas d'une urgence, tout autant par les agences que par les donateurs. Cela s'appuie sur la reconnaissance du fait que la plupart des gens vivent aujourd'hui dans une économie monétaire et que dans les situations d'urgence, c'est souvent l'accès des personnes aux biens de base, plutôt que le manque de biens en soi, qui pose problème.

Les gens répondent à une telle situation par un certain nombre de stratégies de survie comme la migration, la vente de biens ou par des changements dans les modes de consommation ou de moyens de subsistance. Il est donc logique qu'une injection monétaire, par le biais d'un transfert sous une forme ou une autre, devienne un moyen simple et efficace d'aider ceux qui se trouvent dans le besoin.

Bien que les bénéfices des transferts monétaires soient nombreux, des questions subsistent concernant ce type d'intervention humanitaire, à savoir : quels sont les mécanismes de distribution les plus pratiques, comment gérer au mieux les risques, quelles méthodes de ciblage devraient être utilisées et comment éviter les possibles conséquences imprévues (comme par exemple, des hausses locales de prix ou des pressions additionnelles sur les bénéficiaires liées aux dates de réception des paiements)⁴.

Il existe un processus d'apprentissage continu sur l'application de différentes méthodes de ciblage et les agences sont conscientes des avantages et des inconvénients de chacune d'elles⁵. De nombreux programmes de transferts monétaires, et notamment deux de ceux étudiés ici, utilisent un ciblage basé sur la communauté. Bien que le ciblage basé sur la communauté soit communément employé, et qu'il soit considéré comme comportant de nombreux avantages, notamment en termes de responsabilité, de transparence et de participation, il n'est pas sans comporter aussi des désavantages. En effet cette méthode entraîne fréquemment des erreurs d'exclusion et d'inclusion, et par la suite des difficultés pour les corriger. Le ciblage basé sur la communauté peut être considéré comme un facteur de division au sein de la communauté, il peut comporter de nombreuses difficultés logistiques ou liées aux relations de pouvoir. Il peut aussi s'avérer politiquement compliqué dans la mesure où il peut favoriser la manipulation et avoir potentiellement un impact sur l'ensemble des stratégies positives de survie de la communauté.

Ces problèmes et ces questionnements sont absolument centraux pour la mise en œuvre effective et à long terme, la légitimité et les avantages des programmes de transferts monétaires, et nous avons constaté qu'ils étaient déterminants dans les trois cas que nous avons étudiés. Néanmoins, pour des raisons de clarté, ces problèmes ont été exclus de ce rapport pour nous permettre de nous concentrer sur l'impact et les bénéfices des transferts monétaires sur les dynamiques de genre.

1.4 Genre et émancipation des femmes

La plupart des ONG et des donateurs internationaux ont pris une série d'engagement concernant l'égalité des genres et ces engagements sont au centre de leur philosophie déclarée et de leurs pratiques.

Oxfam déclare :

Nous faisons de l'égalité des genres et de la promotion des droits de la femme une priorité dans toutes nos interventions humanitaires... Une réponse efficace doit tenir compte des personnes concernées dans n'importe quelle situation d'urgence donnée. Nous chercherons à estimer les effets différenciés de l'urgence sur les hommes et sur les femmes lors de la phase initiale d'évaluation et nous planifierons et mettrons en œuvre les activités de notre programme de manière à en tenir compte, en comprenant les conséquences que les « normes » de genre en vigueur pourront avoir sur l'intervention que nous prévoyons. Nous menons nos interventions d'urgence en gardant à l'esprit le but à plus long terme de l'équité entre les genres, et nous tirerons parti des opportunités disponibles dans le cadre de notre programme⁶.

Concern déclare:

La culture de l'égalité est fondamentale pour le succès de nos objectifs. Nous reconnaissons que notre travail exige une approche participative et inclusive dans tous ses aspects, grâce à laquelle nous réussirons à optimiser la participation de ceux qui sont extrêmement pauvres et marginalisés⁷.

Le concept d'émancipation de la femme a une longue histoire mais il reste cependant contesté et fait l'objet de nombreuses définitions différentes. Dans les années 90, ceux qui travaillaient sur les droits de la femme et cherchaient à résoudre la pauvreté des femmes comprenaient l'émancipation des femmes comme :

Un processus permettant de transformer les relations de pouvoir entre des individus et des groupes sociaux, en déplaçant le pouvoir social de trois

manières déterminantes : en remettant en cause l'idéologie qui justifie l'inégalité sociale (par exemple autour du genre ou de la caste), en modifiant les schémas en vigueur d'accès et de contrôle sur les ressources économiques, naturelles et intellectuelles, et en transformant les institutions et les structures qui renforcent les structures de pouvoir existantes et leur permettent de perdurer (comme la famille, l'État, le marché, l'éducation et les médias)⁸.

L'émancipation cherchait en priorité à créer des espaces qui permettraient aux femmes de travailler ensemble pour identifier les changements qu'elles voulaient provoquer et découvrir comment elles pouvaient les réaliser.

Pour certains, il y a eu une évolution de l'émancipation des femmes qui a signifié une transformation sociale et systémique centrée sur l'acquisition d'avancées et d'avantages spécifiques pour les femmes au niveau individuel. Pourtant, une « *émancipation* » réelle doit s'étendre au-delà des circonstances personnelles vers « *une action collective et des mécanismes institutionnalisés destinés à transformer les relations structurelles tout autant que les circonstances individuelles... [en explorant] ce qui se passe dans la vie des femmes du fait de changements culturels, économiques et autres* »⁹.

L'émancipation comporte de nombreux éléments, notamment le fait de promouvoir la participation et la représentation des femmes individuelles dans la société, et de faire entendre leurs choix et leur voix ; de poursuivre des stratégies qui mobilisent les femmes et promeuvent leur plaidoyer ; et d'adopter des approches qui construisent et modifient les relations à l'intérieur et à l'extérieur de la famille. Les chemins vers l'émancipation sont nombreux et l'émancipation est comprise différemment dans différents contextes culturels et religieux¹⁰. Les agences ont interprété l'émancipation et ont travaillé dans ce domaine de manières variées et différentes.

Les agences constatent, parfois, que les contextes d'urgence dans lesquels les normes ne fonctionnent plus, peuvent fournir des opportunités de changement. Le plan d'intervention d'Oxfam face au séisme à l'ouest de Sumatra indique que « les catastrophes naturelles peuvent se transformer en tremplin pour le changement social »¹¹. Elles mettent en lumière le potentiel des femmes à

utiliser les contextes d'urgence pour parler de leurs vulnérabilités, pour s'impliquer dans des rôles qui ne sont pas traditionnellement les leurs, comme la construction de la maison, et devenir des acteurs de l'innovation.

Cependant, de nombreux programmes de transferts monétaires, et les raisons avancées pour cibler les femmes comme bénéficiaires, ne sont basés que sur des suppositions. Il est donc essentiel de comprendre quelles sont ces suppositions.

1.5 Les présupposés sur l'émancipation qui influencent les transferts monétaires

1.5.1 Stéréotypes liés au genre

Les discussions et les propositions qui entourent les transferts monétaires se caractérisent souvent par une acceptation de l'idée selon laquelle les femmes sont les destinataires légitimes des transferts, parce qu'elles utilisent l'argent du ménage de manière plus responsable que les hommes. Soutenir les femmes est souvent considéré comme la meilleure manière de promouvoir le bien-être des enfants, particulièrement en ce qui concerne la scolarisation et la nutrition. Dans la mesure où les femmes sont habituellement responsables de la consommation alimentaire domestique, elles sont perçues comme les meilleurs destinataires de l'aide alimentaire ou de l'argent qui remplace la nourriture. On attend des femmes qu'elles soient capables de gérer des pressions multiples et qu'elles utilisent l'argent de la manière prévue.

Les hommes font souvent l'objet de stéréotypes négatifs et sont perçus comme égoïstes et susceptibles de dépenser l'argent pour satisfaire leurs propres besoins, en cigarettes, alcool et autres femmes. On considère les hommes comme capables de tourner le dos aux demandes domestiques en laissant les femmes et les enfants sans soutien.

**LES EMPLOYÉS NOUS ONT DIT QUE
LES HOMMES NE SONT PAS TRÈS
RESPONSABLES ET QU'ILS ONT
TENDANCE À DÉPENSER L'ARGENT
POUR DES CHOSES QUI NE PROFITENT
PAS À LA FAMILLE.
(BÉNÉFICIAIRE HOMME, ZIMBABWE)**

Une telle acceptation des stéréotypes liés au genre non seulement renforce le rôle des femmes

traditionnellement basé sur le genre, mais risque aussi de normaliser le comportement des hommes. En outre, la plupart des transferts monétaires sont effectués sans qu'il y ait eu auparavant une analyse explicite des rôles et des responsabilités liés aux genres, ou un effort pour comprendre comment fonctionnent les relations entre les genres à l'intérieur des différentes familles ou communautés..

1.5.2 Avantages pour les femmes

On tend à présumer que donner de l'argent aux femmes les aidera à se faire entendre et leur donnera l'opportunité d'accroître leur statut au sein de leur famille et de leur communauté, et qu'en dernière instance cela servira à promouvoir l'égalité entre les genres. C'est cette supposition généralisée qui motive la décision d'orienter les programmes de transferts monétaires vers les femmes. Même s'il est indubitable que l'argent a le potentiel d'apporter des changements positifs pour les femmes (regain d'estime et de confiance en soi, plus grande harmonie au sein de familles soumises au stress dû à la situation d'urgence, davantage de contrôle sur l'argent et les choix qu'il confère, accès à des possibilités de renforcement des moyens d'existence), il ne s'en suit pas nécessairement qu'argent égal émancipation. Le manque d'accès à l'argent et aux ressources n'est que l'un d'une myriade d'obstacles financiers, éducatifs, sociaux et structurels auxquels les femmes font face et qui sous-tendent l'inégalité.

L'émancipation est un objectif à long terme, multiple dans ses manifestations et qui repose sur un changement individuel, social, institutionnel et infrastructurel. Même s'il est vrai que les programmes peuvent et doivent prendre certaines mesures pour tendre vers cet objectif, l'ampleur de ces mesures dépendra des circonstances sociales et des caractéristiques de l'urgence. Même s'il est vrai que les dynamiques et les inégalités de genre doivent être résolues, dans une certaine mesure, dans le cadre de tous les programmes, il n'en reste pas moins évident qu'il est impossible pour un programme individuel de prétendre qu'il peut à lui seul émanciper les femmes.

Les exigences imposées actuellement par certains donateurs continuent d'installer encore plus profondément la tendance à cibler les femmes. Même s'il est louable que les donateurs cherchent à résoudre les relations et l'inégalité entre les genres, bien souvent dans les crises humanitaires, de tels

objectifs sont étrangers aux priorités fondamentales de l'intervention d'urgence. Certains donateurs veulent que les propositions de programme définissent comment et en quoi le programme aura un impact positif sur les relations de pouvoir entre les genres. Cependant, la manière dont ces programmes sont financés, conçus, mis en œuvre et contrôlés, signifie qu'en réalité, les questions de genre sont traitées d'une manière plutôt symbolique. Les stratégies de genre, dans leurs termes et dans leurs engagements, doivent être étayées et mises en œuvre à travers l'ensemble des programmes, et dans une mesure qui doit varier en fonction des différents contextes.

Ce rapport démontrera que, même si les rôles et les relations de pouvoir liés au genre doivent être pris en considération dans tous les contextes et à tout moment, il n'est pas moins essentiel de rester réaliste sur ce qu'il est possible d'obtenir pour des groupes particuliers dans des délais parfois réellement très courts.

Pratiquement aucune analyse n'a encore été effectuée sur l'impact réel des transferts monétaires sur les relations entre les genres. Sans une compréhension claire des relations de pouvoir, des rôles et des responsabilités entre les genres, ou une compréhension des objectifs et des effets que les transferts monétaires peuvent avoir, la simple mise en œuvre d'un programme de transferts monétaires peut contribuer à surcharger les femmes de travail tout en risquant aussi d'accroître la violence domestique. Ce rapport cherchera à aller au-delà des suppositions mentionnées plus haut. Oxfam et Concern ont pour objectif de clarifier quels changements doivent être introduits pour optimiser le potentiel de transformation que les transferts monétaires ont sur les rôles et les relations entre les genres.

2. Les trois études de cas : Lieu, contexte et particularités du programme

Afin d'analyser l'impact des programmes de transferts monétaires sur les relations de pouvoir entre les genres, Oxfam et Concern ont examiné trois différents types de situation d'urgence dans trois contextes sociaux très différents.

	Indonésie	Kenya	Zimbabwe
Type d'urgence	Apparition soudaine Catastrophe – Séisme de 2010	Apparition soudaine – Hausse des prix alimentaires – 2009-2010	Crises prolongées 2010
Lieu	Rural	Urbain	Rural
Agence de mise en œuvre	Oxfam GB	Oxfam GB et Concern Worldwide	Concern Worldwide
Calendrier	Court terme (3 mois) en 2010	Moyen à long terme (Concern 8 mois, Oxfam plus de 12 mois) en 2009-2010	Moyen terme (5 mois) en 2009-2010

Comme on peut s'y attendre, en réponse à des contextes et des besoins différents, les particularités des programmes de transferts monétaires ont été différentes dans chaque endroit. Même si ce rapport n'a pas pour intention d'analyser et d'évaluer les différences entre les processus de ciblage, les caractéristiques des bénéficiaires ou les mécanismes de distribution, il reste tout de même important de faire le point sur les particularités des trois programmes sélectionnés comme matériel d'étude. Le tableau suivant résume les caractéristiques de ces programmes de transferts monétaires.

	Indonésie	Kenya-Oxfam	Kenya-Concern	Zimbabwe
Bénéficiaires (foyers)	6000	3000	1958 (300 à long terme)	1900
Objectif du programme de transferts monétaires	Abris/ autres besoins	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire
Méthode de ciblage	100% de couverture dans des zones où les maisons ont été endommagées à 80%	Ciblage basé sur la communauté dans lequel le critère de vulnérabilité a été appliqué, plus vérifications aléatoires de contrôle sur 10% des foyers	Critère de vulnérabilité, vérifications aléatoires de contrôle sur 10% des foyers / plus recoupements avec des interlocuteurs clés	Ciblage basé sur la communauté
Destinataires	Femmes	Principalement des femmes	Principalement des femmes	Femmes
Montant transféré	En fonction des dommages	Approximativement 30% du panier alimentaire des foyers – 20 USD	Approximativement 30% du panier alimentaire des foyers – 20 USD	Basé sur le droit alimentaire disparu – approximativement 6,4-6,8 USD
Type de programme de transferts monétaires	84 USD pour des dommages peu conséquents, 168 USD pour des dommages plus sérieux + 2 USD pour le transport. Un transfert monétaire unique et une allocation à la communauté	Transferts monétaires mensuels	Transferts monétaires mensuels	Transferts monétaires mensuels
Mécanisme de distribution	Enveloppes & bons	Téléphone portable	Téléphone portable	Enveloppes
Présence antérieure dans la zone	Non	Non	Oui	Oui

Les constatations de ce rapport ont été tirées des trois contextes étudiés, de l'ensemble documentaire sur le développement et des évaluations menées par les ONG.

3. Transferts monétaires et dynamiques de genre

L'impact des programmes de transferts monétaires sur les dynamiques de genre est directement lié aux rôles et aux relations de pouvoir spécifiques qui existent entre les genres à l'intérieur des communautés étudiées. Le contexte et les relations de genre changent également de manière significative avec le temps et en fonction de la modification des circonstances économiques et des opportunités en termes de moyens d'existence. Au Zimbabwe, où dans certains villages reculés les femmes n'avaient aucun accès à l'argent, le fait de recevoir de l'argent a considérablement changé la confiance des femmes dans leur rôle décisionnel au sein de la famille. Par contre, en Indonésie les femmes étaient propriétaires de leur maison et dans les bidonvilles du Kenya elles étaient habituées à gérer l'argent au quotidien. Ce sont ces facteurs socioéconomiques qui permettent de déterminer l'effet que les transferts monétaires sont susceptibles d'avoir, par exemple, sur l'estime de soi des femmes ou leur rôle dans la prise des décisions qui concernent la famille.

3.1 Impacts positifs

Même s'il existe des différences évidentes entre les avantages spécifiques d'un programme en fonction de son lieu, il est tout de même possible de généraliser certains des impacts positifs obtenus en ciblant les femmes comme bénéficiaires des transferts monétaires au niveau des relations à l'intérieur de la famille et de la communauté.

- Les transferts monétaires ont été bien reçus, aussi bien par les hommes que par les femmes, comme un moyen de soutenir les foyers en temps de crise. Au Kenya, les premiers éléments ont montré que les gens ont pu avoir une meilleure alimentation, que le programme a sensiblement atténué le stress quotidien et que les transferts monétaires ont été très appréciés. Certaines femmes ont eu une plus grande tranquillité à la maison, et d'autres une plus grande confiance en elles-mêmes. Certaines ont pu commencer, reconstruire ou développer une petite entreprise, et d'autres ont réussi à renvoyer leurs enfants à l'école. Certaines y ont trouvé d'autres avantages comme l'accès à un téléphone portable.



- L'expérience de recevoir ces transferts s'est avérée importante pour donner aux femmes qui ont reçu de l'argent et ont manipulé de grosses sommes pour la première fois dans leur vie, une impulsion tant au niveau individuel que social, tout particulièrement au Zimbabwe. Généralement, les transferts monétaires ont contribué à augmenter les discussions générées à l'intérieur des familles sur la manière de dépenser l'argent reçu et ce, en opposition avec la manière traditionnelle de prendre les décisions habituellement dominée par les hommes. La plupart des femmes, excepté dans les foyers où la femme est chef de famille, ont dû ou ont choisi de discuter de l'utilisation de l'argent avec leur mari. Dans l'ensemble, de nombreuses femmes et aussi de nombreux hommes ont indiqué que les transferts monétaires avaient contribué à améliorer la communication entre les conjoints ou les autres membres de la famille. Dans certains cas les transferts monétaires ont remis en cause les stéréotypes liés au genre, dans la mesure où les hommes ont commencé à se rendre compte que les femmes étaient capables de s'occuper d'argent et qu'elles pouvaient contribuer à la discussion sur son usage. De nombreuses femmes ont apprécié le fait que les hommes devaient leur demander de l'argent, alors que normalement c'était le contraire qui se produisait. Elles avaient l'impression que cela leur conférait un certain niveau d'indépendance et d'autorité.

CERTAINS HOMMES CONSULTENT MAINTENANT LEUR FEMME SUR LA MANIÈRE DE DÉPENSER LES REVENUS PROVENANT D'AUTRES SOURCES (FEMME BÉNÉFICIAIRE, ZIMBABWE)

Maintenant, il y a une grosse différence, nous faisons les choses ensemble et nous discutons des questions d'argent. Maintenant nous avons une meilleure relation avec nos maris grâce aux transferts monétaires. Maintenant nos maris nous donnent de l'argent à dépenser pour des biens communs. Ils se rendent compte que nous sommes dignes de confiance lorsque nous utilisons notre argent. En partie grâce à cela, les hommes réalisent que nous utilisons l'argent avec sagesse. Quant à nous, même s'ils ne nous donnent pas d'argent, nous avons au moins le pouvoir de leur poser des questions. Nous pouvons leur dire : « vous avez vu que nous nous en sommes très bien sorties lorsque nous avons utilisé l'argent »... Une bénéficiaire a déclaré : « Maintenant

les femmes conservent de l'argent, ce qu'elles n'avaient pas l'habitude de faire (par exemple, après la vente du coton)... et c'est parce que nous avons démontré que nous savions utiliser l'argent avec sagesse, alors maintenant les hommes nous confient de l'argent pour le conserver (Groupes de discussion de femmes au Zimbabwe).

- Selon ce qui nous a été rapporté, il y a eu davantage de paix et d'harmonie au sein des familles lorsque les transferts monétaires ont couvert certains des besoins de base des foyers.

CELA A AUGMENTÉ L'AMOUR [DANS LES FAMILLES] PARCE QUE NOUS POUVIONS AVOIR CE QUE NOUS VOULIONS ET NOUS POUVIONS PARLER ENSEMBLE. CELA N'A DURÉ QUE LE TEMPS DES TRANSFERTS MONÉTAIRES. LORSQUE NOUS AVONS COMMENCÉ À ÊTRE AFFAMÉS DE NOUVEAU, L'AMOUR EN QUELQUE SORTE A DISPARU. LES CHOSES VONT MIEUX MAINTENANT PARCE QUE NOUS SOMMES EN PÉRIODE DE RÉCOLTES (INTERLOCUTEUR HOMME, ZIMBABWE)

- Les transferts monétaires ont donné aux femmes le temps de souffler et ont diminué la pression pour gagner de l'argent et nourrir la famille, particulièrement dans les bidonvilles urbains. Au Kenya, les foyers dans lesquels les femmes sont chefs de famille ont trouvé que l'argent reçu atténuait leur stress, ramenait les enfants à la maison, et leur permettait de payer certaines dettes et de « reprendre à nouveau leur place » au sein de la communauté.
- Au Kenya, les employés sont convaincus que pour certaines femmes le recours à la prostitution (utilisée comme une stratégie de survie négative) a diminué. En outre, les employés ont indiqué que les bénéficiaires faisaient un bon usage de l'argent et qu'ils/elles ne s'en servaient pas pour acheter de l'alcool ou de la drogue. Le fait que l'argent ait été utilisé de manière appropriée constitue un succès significatif, particulièrement dans un environnement urbain où les occasions de « mauvaises dépenses » sont plus nombreuses. De plus, le caractère régulier et prévisible des transferts monétaires a permis aux bénéficiaires de renforcer leurs stratégies relatives à l'emprunt et au prêt dans la mesure où ils/elles se sont trouvés en position de rembourser leurs dettes.



- Des femmes en Indonésie ont pu assumer des rôles de direction au sein de leur communauté, elles ont pu participer au travail communautaire et elles ont été payées au même taux que les hommes. Il s'agit là d'une réussite réelle qui remet en cause, dans une certaine mesure, les normes sociétales, même si la nature des rôles que les femmes ont assumés vient quelque peu tempérer cela.
- Grâce aux transferts monétaires les hommes ont été confrontés à moins de pression pour ramener de l'argent. Au Kenya, dans l'ensemble, les hommes étaient contents que les femmes reçoivent de l'argent et ceux qui étaient mariés ont dit que cela avait atténué leur charge. Cela n'a pas semblé occasionner de conflit mais au contraire a permis aux familles de pouvoir se détendre. Cela se devait principalement au fait que les familles savaient qu'il y avait à manger dans la maison même si pour les hommes les opportunités de gagner des revenus restaient limitées. Les transferts monétaires constituent un supplément tout à fait positif à l'association de

stratégies de survie et de moyens d'existence à laquelle les familles ont déjà recours.

**POURQUOI NOUS SERIONS-NOUS
DISPUTÉS ALORS QUE NOUS AVIONS DE
L'ARGENT? NOUS ÉTIIONS SATISFAITS
L'UN DE L'AUTRE (INTERLOCUTEUR
HOMME, ZIMBABWE)**

- Il est crucial, pour faire de la perspective de genre une partie intégrante des programmes de transferts monétaires, de savoir qu'il est possible d'effectuer une analyse de genre dans le cadre d'une crise humanitaire. En Indonésie, quand bien même il s'agissait d'un programme répondant à l'apparition soudaine d'une urgence, une analyse de genre solide, réaliste et informative a pu être menée à bien. Même si les constatations et les recommandations de cette analyse ont été ignorées en grande partie, cela indique tout de même qu'il est possible d'intégrer une analyse de genre aux évaluations préparatoires à une intervention d'urgence, parallèlement à une analyse des marchés et au ciblage.

3.2 Limitations à l'émancipation des femmes

Les transferts monétaires ont clairement changé les choses pour les bénéficiaires et leurs familles et cela ne devrait pas être sous-estimé. Cependant, un certain nombre de facteurs en ont limité l'impact potentiel sur l'émancipation des femmes.

- **Les effets sur la communauté:** Dans le cas des programmes de transferts monétaires étudiés, ce qui a grandement limité les bénéfices pour les femmes ce sont les effets négatifs que les transferts ont eu sur la communauté. Les processus et méthodes de mise en œuvre des programmes n'étaient pas réellement participatifs et en ce sens n'étaient pas émancipatoires en eux-mêmes. Le ciblage peut aliéner la communauté s'il n'est pas accompagné d'une participation réelle et emprunte de sens ; il peut aussi contribuer à augmenter les divisions et la vulnérabilité à long terme. De la jalousie et des divisions communautaires ont été observées dans les trois cas étudiés. L'étude menée au Zimbabwe a fait apparaître ce qui suit :

Il est préoccupant de remarquer qu'il n'y avait aucun sens de participation communautaire, d'appropriation ou même de réelle compréhension du programme parmi les bénéficiaires ou les responsables du village que nous avons interrogés... en conséquence, l'intervention a généré un sentiment généralisé d'impuissance communautaire¹².

Ce qui limite sans aucun doute la légitimité de l'intervention et son potentiel de remise en cause des rôles traditionnellement liés au genre.

En outre, le partage est un filet de sécurité déterminant pour les pauvres et la réciprocité est une stratégie fondamentale de survie. De nombreux éléments tendent à montrer que cette stratégie de survie se poursuit dans les bidonvilles urbains. Au Kenya, certains éléments ont montré que la nourriture achetée avec les transferts monétaires était partagée, mais ce partage se faisait au cas par cas. Au Zimbabwe cependant, où l'argent était distribué en réponse à une crise alimentaire, il est apparu évident que la nourriture était partagée mais que l'argent ne l'était pas, ce qui constituait une préoccupation majeure parmi les destinataires. Le partage communautaire est particulièrement important pour les femmes qui ont tendance à mettre en place une série de stratégies d'emprunt et de crédit, avec leurs

voisins, leur famille, les marchands et ainsi de suite, qui leur permet de s'en sortir lorsque la situation devient difficile. Mettre en péril ces stratégies de survie est potentiellement contre-productif pour les femmes dont la vulnérabilité peut augmenter jusqu'à les rendre moins capables de résister face à l'insécurité alimentaire à long terme.

- **Les rôles traditionnels des femmes :** Alors même que les femmes étaient considérées comme les bénéficiaires légitimes dans les trois contextes, les perspectives de transformation attachées aux transferts monétaires restaient limitées. Plutôt que de remettre en cause les rôles et les relations traditionnellement liées au genre, les programmes de transferts monétaires ont eu tendance à les renforcer. Les transferts monétaires semblaient aider les femmes à remplir leurs rôles typiques sans apporter de soutien pour effectuer un changement plus profond. Les femmes, dans les trois contextes étaient considérées comme responsables du foyer et des enfants, et les hommes quant à eux étaient stéréotypés comme égoïstes et irresponsables.

Les femmes sont le principal pilier des familles, lorsque la pénurie touche la famille ce sont elles qui font les efforts supplémentaires pour subvenir aux besoins des enfants alors que les hommes sont accablés par la frustration et finissent par se mettre à boire n'importe quel alcool bon marché¹³.

Néanmoins, donner de l'argent ou encourager une participation symbolique ne sont pas des mesures qui confèrent nécessairement du pouvoir, sans même parler « d'émancipation ». Au Zimbabwe, les transferts monétaires étaient perçus comme un moyen potentiel de donner aux femmes « davantage d'influence sur ce qui se passe dans (leur) vie et leur permettre de faire leurs propres choix ». Cependant, parmi les employés subalternes de l'agence, les concepts touchant à « l'émancipation des femmes » n'étaient acceptables que s'ils étaient perçus comme « un moyen d'aider les femmes à assumer les rôles qui sont les leurs au sein de la famille ». En outre, certains employés semblaient penser que si les hommes étaient libres de prendre des décisions seuls, les femmes quant à elles ne devraient pas le faire, par peur que cela n'entraîne la « désintégration de la famille ». Il s'agit là d'une vision de l'émancipation limitée et unidimensionnelle.

Même si l'on considère comme un succès remarquable le fait que les femmes aient eu la possibilité de discuter de la gestion des finances domestiques, il n'en reste pas moins que les hommes ont conservé leur place comme chefs de famille et comme principaux preneurs de décisions.

NOUS NE SAVONS PAS POURQUOI CONCERN PRÉFÈRE LES FEMMES. CELA NOUS A MÊME INQUIÉTÉS. NOUS AVIONS PEUR QUE LES FEMMES DEVIENNENT LES CHEFS DE FAMILLE. CELA NE S'EST PAS PRODUIT. MAINTENANT NOUS Y SOMMES HABITUÉS. AU DÉBUT NOUS ÉTIIONS INQUIETS.
(GROUPE DE DISCUSSION D'HOMMES, ZIMBABWE)

En Indonésie, le programme de transferts monétaires soutenait l'implication des femmes dans les groupes communautaires qui organisaient les projets communautaires. Ces projets étaient traditionnellement organisés par les hommes. Même si les bénéfices potentiels pour les femmes étaient importants, à la fois en termes de résultats pratiques et de changements dans les relations de pouvoir, le programme a laissé ce potentiel s'évanouir. Dans la pratique, les hommes avaient tendance à diriger le groupe et les femmes s'occupaient de la trésorerie, ce qui ne faisait que renforcer les rôles locaux traditionnels.

La documentation sur le sujet indique que les revenus que gagne une femme grâce à un travail ont un potentiel de transformation, cependant en ce qui concerne les transferts monétaires ce potentiel s'avère être moindre¹⁴. Cela se doit peut-être au fait que les transferts monétaires sont considérés comme «un cadeau» de l'extérieur et aussi parce qu'il s'agit d'un montant relativement peu important et transféré sur une courte durée.

Des observations anecdotiques recueillies au Kenya indiquent que les hommes n'aiment guère recevoir de l'aide, spécialement lorsque cette aide est perçue comme limitée. Des indications tirées du programme relatif à la violence postélectorale au Kenya ont montré que si les hommes étaient contents que les femmes reçoivent les transferts monétaires, ils n'étaient pas aussi satisfaits qu'elles reçoivent des

tentes qui étaient perçues comme ayant une valeur plus élevée. Cela tend à suggérer que les objectifs des transferts monétaires ne sont pas suffisamment clairs et que les montants transférés ne sont pas suffisamment conséquents pour remettre en cause les rôles traditionnels liés au genre.

Les programmes de transferts monétaires rencontrent d'autres difficultés en tant que moteur pour changer significativement les rôles des femmes à l'intérieur des familles et de la communauté. Les femmes sont supposées faire face aux besoins de la famille et gérer les transferts monétaires de manière responsable, et ce, bien souvent alors qu'elles sont confrontées à des pressions et des demandes multiples. Les hommes arrêtent d'apporter leur contribution à la famille, certains peuvent prendre de l'argent pour leurs propres projets, et certaines femmes ont affirmé que l'argent pouvait exacerber les conflits dans les foyers où il y avait déjà de la violence ; ces indications n'avaient cependant qu'une valeur anecdotique.

• **Les hommes en tant que non-bénéficiaires:**

Malgré les présupposés négatifs sur les hommes, qui motivent en partie la forme que prennent les transferts monétaires dans les trois contextes nationaux étudiés, les hommes acceptaient généralement bien que les femmes soient les destinataires des transferts monétaires¹⁵. La majorité des bénéficiaires discutaient l'usage des paiements reçus avec leurs conjoints. Au Zimbabwe, un groupe d'hommes bénéficiaires ont expliqué que même s'il leur arrivait de dépenser de l'argent de manière irresponsable, lorsqu'il s'agissait des besoins de leurs propres enfants, leur priorité était de consacrer l'argent à l'achat de nourriture.

En outre au Zimbabwe et au Kenya, les hommes ont demandé pourquoi les agences préféraient « leurs femmes » et ne travaillaient pas avec eux. De nombreux programmes d'ONG ciblent uniquement les femmes et n'ont aucun type d'engagement actif avec les hommes. Les agences ont à juste titre, tenté de corriger les inégalités dont souffrent les hommes et les femmes, et qui se traduisent dans tous les aspects de la vie, depuis les choix qui touchent aux naissances jusqu'aux opportunités relatives aux moyens d'existence. Mais ce sont des rôles relationnels, et en tant que tels il faut qu'ils soient discutés et acceptés par les deux parties. Il est

probable que les programmes qui ciblent les femmes avec pour objectif de promouvoir leurs rôles et leur visibilité, ne consacrent pas suffisamment d'efforts à communiquer ces objectifs aux hommes. Il se peut en conséquence que les hommes ne soient pas adéquatement sensibilisés au but visé ou à la manière d'y parvenir. Le risque que cette approche finisse par renforcer des stéréotypes négatifs ou même un comportement antisocial de la part des hommes, est sérieux. Certains hommes peuvent avoir l'impression qu'ils n'existent pas pour les ONG, et se sentir de ce fait exemptés de toute responsabilité ou impuissants parce que rien n'est attendu d'eux. La marginalisation des hommes est un obstacle sérieux pour les programmes qui cherchent à faire avancer l'égalité entre les genres et à provoquer un changement social durable. Les femmes et les hommes doivent investir pour changer cette dynamique afin que ce changement perdure.

CERTAINS HOMMES SONT VENUS SUR LES LIEUX (OU L'ARGENT ÉTAIT DISTRIBUÉ) EN EXIGEANT QUE LEUR PART LEUR SOIT REMISE. ILS EXIGEAIENT DE L'ARGENT ET PARFOIS NOUS AVONS ÉTÉ FORCÉES DE LEUR DONNER UN OU DEUX DOLLARS POUR POUVOIR PARTIR.
(DISCUSSION DE GROUPE DE FEMMES, ZIMBABWE)

Cette absence de dialogue et de sensibilisation peut avoir des effets adverses à court terme sur les relations de pouvoir entre les genres. Même si des différences générationnelles marquées ont été constatées quant à la perception que les femmes avaient des hommes (les femmes plus jeunes déclaraient qu'elles voulaient partager la prise de décisions avec les hommes, contrairement aux femmes plus âgées), pratiquement 33% des femmes interrogées au Zimbabwe semblaient penser qu'il leur incombait à elles de trouver des moyens d'éviter le conflit avec les hommes. Parmi ces stratégies, on note le recours à des menaces voilées (comme d'en parler aux employés de l'ONG), dépenser rapidement l'argent du transfert (ce qui tendait à mettre les bénéficiaires à la merci des hausses locales de prix) ou remettre aux maris une part de leur argent. Dans la plupart des cas les choses finissaient par

s'arranger de manière harmonieuse, mais le risque potentiel d'aboutir à un conflit n'en existait pas moins.

- **Diversité sociale:** Dans les programmes de transferts monétaires étudiés, d'autres complexités sociales n'avaient pas été suffisamment prises en compte. Par exemple au Kenya, les réfugiés et les demandeurs d'asile avaient été exclus du programme. En outre, les trois programmes de transferts monétaires manquaient de clarté par rapport à certains problèmes complexes comme par exemple, lorsque des familles partagent une maison et qu'il s'agit de déterminer qui sont les locataires ou quelle partie de la maison est la plus importante pour l'évaluation des dommages. De même, les familles polygames n'avaient pas été prises en compte, ce qui est un facteur crucial dans certaines sociétés.

HABITUELLEMENT, APRÈS AVOIR REÇU DE L'ARGENT LA FEMME L'APPORTE A SON MARI ET DISCUTE AVEC LUI DE LA MANIÈRE DE LE DÉPENSER. SI L'UNE DES COÉPOUSES REÇOIT DE L'ARGENT ET PAS LES AUTRES, CELA PEUT CAUSER DE NOMBREUX PROBLÈMES. HABITUELLEMENT L'ARGENT NE SE PARTAGE PAS ENTRE COÉPOUSES (BÉNÉFICIAIRE FEMME, ZIMBABWE)

Il est important de remarquer qu'au Zimbabwe, même si les transferts monétaires servaient à compléter la ration alimentaire, ils n'ont pas modifié les schémas de distribution de la nourriture dans les familles, qui sont restés fortement liés au genre¹⁶. Les femmes et les enfants recevaient moins de nourriture que les chefs de famille qui étaient des hommes. Cela était encore exacerbé dans les foyers polygames ou lorsque les belles-filles vivaient dans le foyer des parents - certaines femmes recevaient moins de nourriture en fonction du statut qu'elles avaient dans la famille.

Il va sans dire que ces mesures ne contribuent en rien à l'émancipation. Les suppositions et les affirmations sur l'émancipation selon lesquelles « argent égal pouvoir » ne servent à rien et peuvent aboutir à un traitement purement symbolique des relations de genre, sans que ne soient prises les mesures nécessaires pour remettre en cause les structures qui perpétuent ce type de normes sociales.

Les impacts des programmes de transferts monétaires sont définis non seulement par le contexte dans lequel le programme opère, mais aussi par la manière dont il est conceptualisé, conçu, mis en œuvre et contrôlé. Nous allons maintenant examiner les constatations relatives à la programmation qui ont pu être tirées de ces études.

4. Programmation des transferts monétaires d'urgence – Constatations tirées des études nationales

4.1 Orientations stratégiques

Malgré les engagements manifestes pris par la plupart des ONG et des donateurs internationaux envers l'égalité entre les genres et « l'émancipation » des femmes, nous avons constaté que dans la pratique les objectifs liés aux questions de genre avaient tendance à se dissoudre. Cela traduit une tendance plus large dans le domaine du développement selon laquelle le discours et les engagements politiques à traiter les inégalités de genre sont habituellement solides au niveau théorique mais souvent plus faibles au niveau opérationnel. Ceci est particulièrement vrai dans le cas du travail sur les transferts monétaires d'urgence. Le travail relatif au genre est plus souvent motivé par un engagement personnel que par l'application d'une politique de genre à travers l'ensemble de l'organisation concernée.

4.2 Conception du programme

Les questions qui se posent à ce niveau sont diverses. Les programmes de transferts monétaires évalués ici, et de fait la plupart des programmes de transferts monétaires, ont des objectifs multiples. Mais aucun des trois programmes que nous avons étudiés ne comportait un objectif relatif à l'égalité entre les genres ou au changement des relations entre les genres, même si les femmes constituaient l'immense majorité des destinataires et que la documentation du projet se référait à une série de bénéfices escomptés pour les femmes. Cet aspect est double. Les programmes généralisés qui ciblent les femmes reflètent le présupposé selon lequel si on donne de l'argent aux femmes, l'émancipation ou des bénéfices relatifs au genre suivront. Cette notion

est renforcée par les exigences des propositions actuelles. On attend des programmes qu'ils traitent la question des dynamiques liées au genre, alors que cet impact n'est pas analysé, ne fait pas l'objet d'un suivi et n'est pas mesuré.

Pour ce qui est des impacts qualitatifs, comme les effets sur les relations à l'intérieur des familles et des communautés et le degré d'émancipation des femmes, il est essentiel d'aller au-delà des données statistiques et de comprendre la réalité de la vie des femmes concernées. Bien évidemment, c'est un aspect qui est spécifique au contexte et qui doit être étudié au cas par cas. A moins qu'une analyse de genre ne soit effectuée pour comprendre la manière dont l'argent est partagé, contrôlé et utilisé à l'intérieur des familles, il sera impossible de prévoir avec certitude si le fait de donner de l'argent aux femmes aura pour effet d'améliorer la vie de la famille, de favoriser de meilleures relations entre les genres, d'améliorer le statut des femmes, ou aura au contraire des effets adverses. Pendant la phase de proposition de ces trois programmes, certaines questions ont été identifiées comme problématiques:

- Les raisons pour lesquelles les femmes sont clairement supposées tirer avantage du programme n'ont pas été expliquées.
- Les raisons pour lesquelles les femmes sont particulièrement vulnérables face à la pauvreté et les rôles qu'elles assument en ce qui concerne la nourriture sont plus souvent le produit d'une supposition plutôt que d'une analyse.
- Les différences entre les foyers dont le chef est un homme et les foyers dont le chef est une femme n'ont pas été analysées.
- La polygamie n'a pas été spécifiquement prise en compte, et les relations entre coépouses n'ont pas été analysées.

Ces questions problématiques n'ont cependant pas fait l'objet d'un examen plus approfondi et n'ont pas figuré dans la conception des programmes. Ce n'est qu'en Indonésie qu'une analyse de genre a été entreprise en amont de la mise en œuvre du programme. Le conseiller d'Oxfam responsable du genre au niveau mondial a entrepris des recherches substantielles avant le début du programme afin de disposer, entre autres, de données désagrégées par genre, par critère de vulnérabilité et en fonction



des différentes stratégies de plaidoyer. Malgré cette insistance dès le départ, ce travail initial n'a pas servi de base d'information pour les analyses sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance d'urgence. Le travail sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance d'urgence n'a pas identifié en quoi le séisme avait un impact différent sur les options et les pratiques de subsistance des hommes et des femmes, et n'a pas non plus analysé en quoi les moyens de subsistance des personnes identifiées comme les plus vulnérables avaient été affectés. Il manquait au programme une analyse et des approches claires permettant de garantir que les personnes les plus vulnérables, des femmes pour la plupart, en tirent le meilleur parti. De plus, il ne tenait pas compte des vulnérabilités particulières auxquelles les femmes faisaient face à l'intérieur de la culture locale basée sur la filiation maternelle.

De même au Kenya, alors même que les employés

reconnaissaient la valeur d'une analyse de genre, ils n'ont disposé ni du temps ni du financement nécessaires pour en entreprendre une¹⁷. Au Kenya et également au Zimbabwe, les connaissances et l'expérience en matière de genre, acquises grâce à des programmes antérieurs, ont été apportées au programme de transferts monétaires grâce à des discussions. Cependant, cela s'est fait de manière informelle et les femmes n'ont été impliquées ni dans l'élaboration des objectifs des programmes, ni dans la conception des transferts monétaires, ni dans la vérification des résultats.

Un manque de clarté stratégique sur certains termes, définitions et concepts centraux venait encore s'ajouter à l'absence d'objectifs et d'analyse de genre. Des termes tels que : émancipation des femmes, genre, égalité entre les genres, famille/foyer, chef de famille, consultation communautaire, participation et implication de la communauté, entre

autres, étaient utilisés de manière approximative. Au Zimbabwe, alors que les femmes étaient les destinataires des transferts monétaires, la définition utilisée pour « chef de famille » était « la personne qui prend les décisions quotidiennes concernant l'organisation de la famille ». Ce qui semble impliquer qu'une personne, un homme, devrait prendre les décisions concernant la famille, ce qui a pour effet de faire passer des messages assez contradictoires.

4.3 Ciblage

Le manque de définitions et de termes clairs s'étend à des questions de données de référence et de ciblage qui affectent les femmes. Les dynamiques d'une famille peuvent être très différentes si une femme est mariée ou célibataire, il est donc important de savoir sans équivoque si une femme est le chef de famille ou pas. La terminologie doit être compréhensible et cohérente.

Au Kenya, par exemple, il n'y avait pas, dans le cadre du programme, de définition claire d'une famille, pas de discussion sur la manière de gérer les familles polygames, pas de mention de qui était une épouse au sein d'une famille polygame, et pas d'uniformité dans l'utilisation du terme « chef de famille ». Les différences existant entre les familles dirigées par une femme et celles dirigées par un homme, en ce qui concerne les opportunités pour gagner un revenu et partager le soin des enfants, ou en termes d'augmentation ou de diminution de la violence, n'avaient pas été évaluées. Il peut également arriver que des femmes soient oubliées lors du ciblage parce qu'elles ne sont pas alphabétisées, parce qu'elles ne sont pas suffisamment sûres d'elles, ou encore en raison de structures ou de restrictions sociales.

Il se peut que les femmes éprouvent plus de difficulté à se faire entendre au cours du processus de ciblage mené par la communauté, et les critères sélectionnés peuvent favoriser les intérêts des hommes. Prenons par exemple le cas de l'évaluation des dommages en Indonésie. Certaines femmes destinataires se sont plaintes du fait que les évaluateurs ne tenaient compte que de la pièce principale de la maison et qu'ils ignoraient les dommages occasionnés dans d'autres zones qui pouvaient avoir un intérêt spécifique pour les femmes. Les dommages dans les cuisines pouvaient avoir une importance particulière pour les femmes qui cherchaient à exercer un petit

commerce basé sur la vente de nourriture cuisinée.

Les femmes les plus vulnérables (par exemple les femmes sans éducation ou celles avec un handicap physique ou des difficultés cognitives) étaient dans la plupart des cas aussi, celles qui étaient les moins sûres d'elles et les moins susceptibles de comprendre l'importance de l'évaluation, et donc les moins capables d'exiger une inspection plus complète.

4.4 Mise en œuvre

De manière générale, les méthodes de mise en œuvre des trois programmes ont bien fonctionné et ont permis de distribuer l'argent aux bonnes personnes, sans risque et en toute sécurité. Ce qui est une réussite incontestable. La principale difficulté de la mise en œuvre du programme résidait dans l'utilisation de cartes d'identité (CI). Il s'agit, ici à nouveau, d'un problème qui peut s'appliquer aux transferts monétaires de manière générale. Néanmoins, ce sont principalement les femmes qui n'ont pas de CI, parce que bien souvent elles ne la reçoivent pas à la naissance et qu'elles comptent sur celle de leur mari après le mariage. Au Kenya, même si certaines femmes qui n'avaient pas de CI ont réussi à nommer des représentants pour recueillir l'argent, d'autres n'ont jamais réussi à obtenir une CI ou un représentant, et ont été exclues alors qu'elles étaient peut-être parmi les plus vulnérables. De la même manière, au Zimbabwe, les femmes avaient besoin d'une CI pour recevoir l'argent auquel elles avaient droit. Alors qu'il était tout à fait possible pour les bénéficiaires de nommer une personne en possession d'une CI, notamment leur mari, pour recevoir l'argent à leur place, les gens avaient compris (à tort) que la personne habilitée à recevoir le transfert monétaire devait être une femme. Certaines femmes ont donc dû payer une commission (par exemple de 1\$ sur les 6\$ d'allocation mensuelle) à une personne extérieure à la famille pour recevoir le transfert à leur place.

La distance à parcourir et le jour fixé pour la distribution semblent également avoir causé un problème pour certaines femmes au Zimbabwe. Pour certaines bénéficiaires les distances étaient conséquentes, particulièrement pour celles qui devaient acheter de la nourriture à l'endroit de réception du transfert et devaient ensuite la transporter jusque chez elles. En outre, pour

certaines le jour fixé pour la distribution coïncidait avec le jour de la semaine traditionnellement réservé au travail domestique. Ce qui créait des problèmes parce qu'elles essayaient de s'acquitter de ces deux responsabilités le même jour. Ces facteurs, exacerbés par la perception d'exclusion des hommes, ont accru la charge de travail des femmes. S'ils avaient été suffisamment informés et sensibilisés, les hommes auraient pu recevoir le transfert monétaire de la famille avec CI, ou ils auraient pu atténuer la charge de travail des femmes d'une autre manière.

4.5 Employés

Dans les trois programmes étudiés, des éléments ont permis de conclure que les employés avaient trop de travail et qu'ils n'avaient que peu de temps à consacrer à l'analyse et à la réflexion. Les employés sont supposés savoir un certain nombre de choses sur les questions de genre, ce qui peut s'avérer vrai ou faux dans la réalité. Dans les situations d'urgence, le temps destiné à orienter les employés est également limité. En Indonésie, par exemple, un jeune employé homme à qui nous avons demandé ce qu'il pensait du cours d'introduction au genre nous a dit : « ils ont trop parlé de problèmes de femmes alors cela ne m'a pas vraiment intéressé ». La personne en charge du genre signalait dans son rapport narratif final le « manque de formation et d'initiation au genre des employés et des partenaires », et certains employés affirmaient qu'ils n'avaient reçu aucun cours d'initiation au genre. Elle indiquait ensuite, qu'en conséquence les employés se plaignaient d'une « confusion conceptuelle entre sexe et genre ; et d'un manque de compréhension commune sur ce que signifie l'égalité entre les genres ou ce qu'implique la généralisation du genre. Ils ne font pas de différence entre genre et femmes, et sont convaincus que la participation aux programmes entraîne automatiquement l'émancipation »¹⁸.

Dans les situations d'urgence, des employés peuvent être engagés à court terme, et il se peut qu'ils aient une compréhension commune limitée de ce que sont les principaux concepts relatifs au genre ou les objectifs des programmes de transferts monétaires. Ce qui est particulièrement problématique si l'apprentissage et la réflexion à partir du programme sont des activités principalement menées par des consultants. Cela peut contribuer à fragmenter la communication et il se peut en conséquence que les

aspects relatifs au genre ne soient pas appliqués de manière cohérente.

4.6 Partenaires

Potentiellement les partenaires devraient étayer et compléter les analyses de genre, contribuer au ciblage, améliorer les communications et la mise en œuvre et garantir la participation active des femmes à la conception et au contrôle des transferts monétaires. Et bien qu'il y ait eu une certaine implication des partenaires locaux (celle par exemple des travailleurs communautaires de la santé au Kenya), plus particulièrement dans le cas de l'Indonésie (avec les liens développés avec un groupe de femmes au niveau national, le KPI), le potentiel de ces relations ne s'est pas entièrement concrétisé. Les partenaires ont été considérés comme des auxiliaires de mise en œuvre plutôt que comme des coresponsables du programme et le contrôle est resté entre les mains des ONG internationales, même lorsque les partenaires avaient une connaissance et une compréhension solides des problèmes de genre au niveau local. La manière dont les agences ont organisé, conceptualisé et mis en œuvre les transferts monétaires d'urgence a eu potentiellement pour conséquence de réduire les partenaires à l'impuissance.

NOTRE ORGANISATION N'A PAS VRAIMENT ÉTÉ IMPLIQUÉE DANS LA DISCUSSION STRATÉGIQUE, NI DANS LA MANIÈRE DONT LE PROGRAMME ALLAIT ÊTRE ORGANISÉ OU LA MANIÈRE DONT LES INDICATEURS DEVRAIENT ÊTRE APPLIQUÉS DANS LA PRATIQUE. (DIRECTION DE KPI, INDONÉSIE)

JE N'AI PAS VRAIMENT SENTI QUE L'ON ME DONNAIT DU POUVOIR EN PARTICIPANT A CE PROJET. L'UN DES AVANTAGES D'AVOIR DES PARTENAIRES, C'EST DE PERMETTRE L'APPRENTISSAGE ET LE PARTAGE DES INFORMATIONS ENTRE LES DEUX ORGANISATIONS. CELA N'A PAS EU LIEU DANS CE CAS. (EMPLOYÉ DE KPI, INDONÉSIE)

De la même manière au Kenya, du fait du schéma vertical de structure imposé par l'ONG au niveau de la conception et de la gestion du programme, les partenaires locaux n'ont pas eu la possibilité de promouvoir la voix des femmes locales. Ils ont au

contraire eu l'impression de devoir rendre des comptes à l'ONG, et ont passé leur temps à vérifier l'usage qui était fait de l'argent des transferts monétaires.

4.7 Communication

La communication des différents aspects de la programmation est un problème pour tous les projets de transferts monétaires de manière générale (par exemple : la circulation des critères de sélection, éviter de donner de l'argent « pour bons offices » aux chefs de villages et aux bénéficiaires qui considèrent les transferts monétaires comme des « cadeaux »). Certains éléments de communication affectent tout particulièrement les femmes.

JE SORS RAREMENT, JE NE SUIS DONC PAS AU COURANT DE CE QUI SE PASSE. JE NE SAVAIS RIEN DE LA CARTE D'OXFAM. JE SAVAIS SEULEMENT QUE JE DEVAIS ALLER A LA BANQUE POUR RECEVOIR L'ARGENT. J'ÉTAIS TRÈS EFFRAYÉE QUAND JE SUIS ALLÉE À PARIAMAN POUR RECEVOIR L'ARGENT. (BENEFICIAIRE, VEUVE, INDONESIE)

Dans aucun des programmes les choses n'avaient été clairement expliquées, ni les raisons pour lesquelles les femmes étaient les principales bénéficiaires, ni quelles étaient les attentes associées à cette décision. En outre, aucune des procédures variées de communication – il peut s'agir de documents écrits lorsque le taux d'alphabétisation est élevé, ou de théâtre et d'autres méthodes lorsqu'il est faible - n'avait été utilisée. La communication devrait être faite en fonction des spécificités du contexte, lors de réunions communautaires, sur les lieux de distribution ou avec des groupes uniquement composés de femmes.

La mise en place d'un système de plaintes sensible au genre est un point essentiel. Par exemple, au Zimbabwe, les employés chargés du bureau d'aide étaient en majorité des hommes. Il est culturellement difficile pour une femme pauvre d'approcher les hommes du bureau d'aide parmi lesquels peuvent se trouver des hommes puissants, comme le conseiller communal ou son représentant. Les informations recueillies sur le terrain semblent indiquer que si une femme voit sa plainte aboutir, des rumeurs risquent de circuler sur la manière dont elle l'aurait obtenu, sous-entendant un échange de faveurs sexuelles.

Le rapport de contrôle sur le programme au Zimbabwe a découvert que « les destinataires et les non-destinataires mécontents se voyaient dans l'impossibilité de se plaindre parce que les dirigeants du village qui bien souvent faisaient l'objet de la plainte, faisaient aussi partie du système de plaintes. Le mécanisme de plaintes en vigueur n'était donc pas un moyen effectif pour recevoir les plaintes des destinataires et des non-destinataires »²⁰.

Les veuves en particulier semblaient trouver difficile de se plaindre, que ce soit auprès des dirigeants du village ou auprès du bureau d'aide. Les employés ont expliqué qu'elles « n'oseraient pas plus remettre en cause le statut quo des dirigeants du village qu'être vues publiquement en train de faire une demande auprès du bureau d'aide, par crainte de se mettre en mauvais termes avec la communauté ».

4.8 Contrôle

De la même manière que la conception du programme, le contrôle est dominé par des indices « mesurables » relatifs aux objectifs du programme. C'est ainsi que dans les programmes de sécurité alimentaire, les données sont recueillies et les progrès évalués concernant le nombre de repas ou de calories consommés, comment l'argent a été dépensé, comment les investissements relatifs aux moyens d'existence ont été effectués et l'impact que tout cela a produit. On cherche beaucoup moins à vérifier en quoi les relations entre les genres ont changé ou à comprendre la valeur sociale et économique ainsi que l'effet des transferts monétaires sur les familles et la communauté au sens plus large. Lorsque des données relatives au genre sont recueillies, peu d'éléments permettent de savoir si elles ont été enregistrées de manière adéquate ou si elles sont liées à d'autres données destinées à vérifier si les programmes de transferts monétaires ou de bons d'échange ont contribué à émanciper les femmes, grâce, par exemple, à une amélioration de leurs opportunités en termes de prise de décision ou de choix de moyens d'existence. Ce qui est tout à fait justifiable si modifier les relations de pouvoir entre les genres n'est pas l'objectif central du programme. Le problème se pose parce que ces objectifs sont souvent inclus dans les propositions de programme, mais qu'ils ne sont pas traités avec sérieux.

S'il n'a pas été prévu de mesurer « l'émancipation », alors l'émancipation ne devrait pas figurer comme un objectif ou un bénéfice escompté dans la documentation du projet.



Les femmes dans cette étude n'ont souvent que très peu d'opportunités pour gagner un revenu décent et elles ont à faire face à de nombreuses tâches. Il se peut qu'elles se trouvent dans une position vulnérable si elles sont confrontées aux exigences sexuelles des patrons, de la police, et d'autres hommes lorsqu'elles doivent négocier des tarifs, un loyer ou des amendes. Elles ont de lourdes responsabilités pour élever leurs enfants et il arrive qu'elles retirent leurs filles de l'école pour les aider ; elles sont nombreuses à ne pas avoir d'autre option que de laisser leurs enfants en bas âge seuls pendant qu'elles vont travailler ou de les enfermer à la maison. Les études ont montré que les transferts monétaires peuvent constituer une aide pour faire face aux réalités quotidiennes, mais ils ne sont donnés ni suffisamment longtemps ni de manière suffisamment systématique pour remettre en cause les rôles et les tâches imposés aux femmes ou pour leur fournir de réelles opportunités de changement, et ainsi pouvoir prétendre qu'ils contribuent à les « émanciper ». En outre, s'il est vrai que les transferts ont apporté un bénéfice immédiat à ceux qui les ont reçus, la plupart des gens ont dit que celui-ci disparaissait à la fin du programme. Malgré ces difficultés, il reste possible que les transferts monétaires contribuent à résoudre certains aspects de l'inégalité entre les genres et qu'ils puissent faire partie du processus qui pourrait, à long terme, aider les femmes à s'émanciper.

5. Recommandations

Il est essentiel de ne pas critiquer trop durement la

manière actuelle dont les ONG conçoivent et mettent en œuvre les programmes de transferts monétaires. Les relations de pouvoir entre les genres peuvent être améliorées jusqu'à un certain degré à travers des programmes de transferts monétaires bien étayés et soigneusement mis en œuvre. Même si le chemin à parcourir est encore long, ce rapport est la preuve qu'il existe une volonté évidente d'analyser l'impact des transferts monétaires sur les relations de genre et d'améliorer le mode actuel de travail. Concern et Oxfam se sont engagés à découvrir les ramifications sociales des transferts monétaires et à traduire cet enseignement dans la pratique. Un tel enseignement aura des applications pratiques et entraînera l'amélioration du processus de programmation.

De nombreuses revendications ont été faites ailleurs sur la manière dont les transferts monétaires peuvent « émanciper » les femmes. Quand bien même il serait possible que les transferts monétaires contribuent à soutenir certains aspects de « l'émancipation » des femmes, cela dépendra du contexte local et des facteurs sociaux, économiques et culturels, de la conception des transferts monétaires, de la phase de l'intervention d'urgence, du calendrier du programme et plus crucialement de la manière dont ils seront mis en œuvre. Cette section examine les recommandations qui ont surgi de nos recherches dans l'optique d'élaborer des programmes de transferts monétaires soucieux des questions de genre et qui contribuent à corriger des inégalités tout en posant certaines fondations nécessaires pour promouvoir l'émancipation des femmes.

5.1 ONG

- Les agences doivent avoir pris dès le départ des engagements institutionnels clairs en faveur de l'égalité des genres. De tels engagements doivent être conformes aux normes de HAP et de Sphere qui définissent le travail d'urgence et prévoient des normes cruciales pour les femmes. Même lorsque les agences disposent de politiques et de cadres relatifs au genre qui déterminent leur travail d'urgence, ceux-ci doivent être activement suivis dans la pratique en insistant sur la compréhension des rôles liés au genre et sur la promotion de l'égalité entre les genres. Chacun devrait avoir pour responsabilité de s'assurer que le genre est incorporé à l'ensemble du travail.
- Il est crucial de comprendre en profondeur le contexte dans lequel s'inscrit l'urgence. Il s'agit à la fois de comprendre les opportunités et les contraintes de l'urgence elle-même et de développer une compréhension exploitable dans le travail des dynamiques sociales à l'intérieur de ce contexte. Pour y parvenir, il est vital de mener une analyse sociale et de genre dans le cadre de toute situation d'urgence. C'est une analyse qui devrait être menée en même temps que les autres évaluations techniques. Il s'agit d'obtenir un tableau complet de la réalité des relations sociales et des obstacles qui existent au niveau du terrain. Il existe toute une série de crises, d'apparition soudaine ou d'apparitions lentes, récurrentes ou chroniques, qui permettent différents niveaux d'analyse. Dans les urgences d'apparition soudaine, bien qu'il soit plus difficile de réussir à connaître rapidement une communauté, particulièrement dans les zones urbaines qui sont complexes et difficiles en termes de travail, il est tout de même possible d'entreprendre au moins une analyse de genre de base. L'étude de cas menée en Indonésie en est un bon exemple. Les analyses devraient s'appuyer sur les connaissances existantes et sur l'expérience acquise dans les zones où l'agence travaille déjà, ainsi que sur les connaissances et l'expérience de tous les employés et partenaires impliqués. Dans les pays où les catastrophes sont fréquentes, il conviendrait de procéder de manière routinière à une analyse sociale et de genre exhaustive dans le cadre de la planification des mesures préparatoires à prendre en cas d'urgence. Pour être appropriées, les analyses sociales et de genre devront être attentives aux stratégies locales de survie et comprendre quelles sont les priorités locales. Il y a peu de chance pour que les programmes de transferts monétaires soient un succès lorsque la communauté n'est pas d'accord avec les critères ou les processus utilisés pour sélectionner les bénéficiaires. Il ressort également clairement de notre travail sur le terrain, que des dommages considérables peuvent être infligés aux dynamiques communautaires, et en conséquence aux moyens de subsistance et aux mécanismes de survie, si la communauté considère le ciblage comme injuste.
- Les analyses sociales et de genre devraient donc étayer toute programmation, et tous les programmes devraient prendre conscience des réalités liées au genre. Les agences doivent définir une série d'objectifs clairs et réalistes de ce qu'elles veulent obtenir et comment y parvenir lors de chacune des phases de l'intervention d'urgence. Ce qui est essentiel, c'est que les décisions prises par le programme se fondent sur une compréhension solide des relations de pouvoir liées au genre dans chaque contexte, et que le genre fasse partie intégrante dans une certaine mesure, de tout ce qui est accompli. Les objectifs qui en résulteront varieront en fonction des différents programmes et pourront ainsi s'étendre d'un principe minimal de « ne pas causer de dommages », à la mise en place d'impacts positifs pour les femmes, jusqu'à « l'émancipation ». Il est essentiel de comprendre comment la voix des femmes se fait entendre et quels sont les groupes et les réseaux collectifs dont elles peuvent disposer. Bien évidemment, des programmes à court terme ou des programmes qui se trouvent dans leur phase d'urgence, peuvent avoir d'autres buts (par exemple un meilleur accès à la nourriture ou aux abris) et de ce fait n'avoir que des impacts limités en termes de transformation des relations de genre. Il n'en reste pas moins nécessaire de comprendre qui bénéficie des ressources et qui les gère, et de s'assurer que les interventions ne nuisent pas aux rôles sociaux et aux relations des femmes. Une analyse de genre claire ne servira pas uniquement à révéler les circonstances actuelles et à indiquer quels sont les points d'intervention, elle peut également permettre d'envisager ce qu'il convient de mettre en place pour des programmes futurs.

Il est possible de faire davantage et de prendre des mesures favorisant une plus grande égalité au cours des phases de reconstruction et de programmation du développement. Lors de phases ultérieures, ce ne sont plus les besoins immédiats qui doivent être pris en compte mais ce sont bien les moyens de subsistance et le bien-être des femmes dont il faudrait s'occuper. Il s'agira alors d'examiner toute la gamme des obstacles qui entravent les femmes, et de leur apporter le soutien nécessaire pour pouvoir y faire face. Les ONG utilisent les transferts monétaires parmi tout un arsenal de stratégies et cela se poursuivra. Un soutien intégral devrait aller au-delà de la distribution d'argent et devrait s'étendre au soutien à la création d'emploi, à la mise en relation financière, au travail avec les jeunes, au renforcement de la confiance en soi, à la santé, à l'éducation, à l'acquisition de compétences, et au plaidoyer en faveur du changement. Ce n'est qu'à ce stade que les ONG et les donateurs pourront commencer à parler d'émancipation.

EN TROIS MOIS VOUS NE POUVEZ PAS VOUS ATTENDRE A OBTENIR PLUS QU'UN MINIMUM DE CONNAISSANCES ET UN CIBLAGE. SI LA SITUATION N'EST PAS ÉQUILIBRÉE NOUS NE POUVONS PAS ESPÉRER CHANGER LES RELATIONS DE POUVOIR OU RENDRE LES CHOSES PLUS JUSTES. MAIS NOUS POUVONS COMMENCER DE PETITES CHOSES ET APPORTER UNE CONTRIBUTION PAR DES ACTIONS BIEN CIBLÉES. (ENTRETIEN, EMPLOYÉ D'OXFAM)

- Pour pouvoir renforcer le positionnement central et l'importance du travail qui consistent à traiter les relations de pouvoir entre les genres, il faudra changer la manière dont les employés des ONG et leurs partenaires mettent en œuvre les programmes de transferts monétaires. Tous les employés doivent partager une compréhension commune de ce que sont les objectifs, les analyses et les bénéfices en termes de genre. Il ne faut pas présumer des connaissances qu'ont les gens. Une formation adéquate est nécessaire et il faut consacrer du temps à un dialogue ouvert et progressiste sur les questions de genre. Il faut également prévoir suffisamment de temps pour que les employés puissent internaliser ce qu'ils ont appris des consultants extérieurs. Pour les employés contractés à court terme il faut prévoir un minimum de formation et leur mettre à disposition les outils nécessaires pour les aider à concevoir et mettre en œuvre des programmes et en contrôler l'impact social.²⁰ Une partie de cette analyse devra comprendre la clarification de termes comme ceux de famille/foyer ou de chef de famille, et cherchera à comprendre les dynamiques sociales particulières au contexte, comme la polygamie. Des concepts comme ceux de développement communautaire, de droit et de participation doivent également être partagés et internalisés. Des questions doivent être soulevées concernant qui contrôle la prise de décisions et l'argent, ainsi que la manière dont la communauté prend ses décisions. Cela devra nécessairement impliquer une réelle participation communautaire. La participation des hommes à ces processus est nécessaire pour en promouvoir la légitimité et éviter une aliénation qui pourrait entraîner des conséquences négatives involontaires.
- Tout au long du programme, la participation des partenaires devrait être obtenue et valorisée. Il faut que ce processus fonctionne dans les deux sens. Les partenaires ont souvent des connaissances locales considérables sur les questions de genre et ils devraient être impliqués dans la conception des programmes. De même, ils peuvent avoir besoin d'être formés et soutenus. Les ONG devraient réviser leurs approches de partenariat et investir dans le renforcement des capacités, la pérennité et l'amélioration des impacts.
- La mise en œuvre de programmes devrait tenir compte des besoins des femmes et devrait chercher à employer des stratégies et des mécanismes auxquels les femmes peuvent avoir accès sans augmenter le poids de leurs tâches. Cela peut comprendre des points centraux de remise des transferts, des mécanismes novateurs de distribution, de la flexibilité concernant les procédures d'identification et ainsi de suite.
- La communication ainsi que les mécanismes de responsabilité et de compte rendu devraient être clairs et les procédures qui s'y rattachent devraient être expliquées. Un cadre de travail pour la responsabilité humanitaire (Humanitarian Accountability Framework) devrait être établi dès le départ de l'opération. Des procédures de plainte appropriées et tenant compte des réalités liées au genre devraient être mises en place, et les ONG devraient s'assurer que les transferts monétaires sont perçus comme un droit plutôt que comme un cadeau.

- Les bénéficiaires escomptés pour les femmes devraient être articulés dans les objectifs, et des indicateurs appropriés devraient être fixés et systématiquement contrôlés. Parler avec les femmes et les écouter pour comprendre ce que l'argent distribué a signifié pour elles et leur famille devrait faire partie du contrôle de manière habituelle. Les opinions des hommes sur les transferts monétaires sont également précieuses. Il est nécessaire de se concentrer sur les bénéficiaires que les transferts monétaires ont apporté aux familles, de quelle manière ils ont été utiles et ce qu'ils ont changé pour les hommes et les femmes, et il faut aussi recueillir des données sur les schémas de dépense et de consommation. Des questions importantes doivent être posées pour savoir si les relations à l'intérieur des familles se sont améliorées ou si elles se sont détériorées, si les stratégies de survie existantes et les relations à l'intérieur des familles et des communautés s'en sont trouvées renforcées et de quelle manière, et finalement si des comportements négatifs ont surgi ou pas. Se concentrer uniquement sur des données mesurables ne permettra pas de recueillir des perspectives sur ce type de dimensions sociales pourtant déterminantes.
- Nous devons également comprendre que le processus d'apprentissage n'est jamais terminé. Un dialogue ouvert et l'échange des meilleures pratiques concernant les transferts monétaires et leur impact sur les dynamiques de genre devraient se poursuivre entre les employés, les agences et les donateurs.

5.2 Donateurs

- Les donateurs doivent eux aussi inscrire leurs engagements envers l'égalité des genres dans la réalité. A l'heure actuelle, de nombreux donateurs ont des « exigences » relatives au genre mais elles ne sont pas nécessairement suivies d'effet, et les programmes qui n'ont pas d'objectifs explicitement liés au genre ne sont pas sanctionnés. Un renouveau de l'engagement envers l'égalité entre les genres devra se concentrer de manière plus équilibrée sur des facteurs sociaux et financiers.
- Les donateurs devraient exiger un certain degré d'analyse sociale et de genre dans le cadre de chaque contexte d'urgence.
- Les donateurs devraient soutenir et financer l'analyse de genre en tant que partie intégrante des plans de préparation à l'urgence, qu'il s'agisse d'une catastrophe d'apparition lente ou d'un pays dans lequel les catastrophes sont fréquentes, plutôt que de se concentrer uniquement sur l'intervention.
- Les donateurs doivent eux aussi avoir une bonne compréhension de ce que signifie l'émancipation des femmes et ils devraient être flexibles sur ce qu'ils entendent par des objectifs réalistes en termes de transformation des relations de pouvoir en fonction des contextes différents, des délais et des phases de l'intervention. De l'argent et du temps doivent être investis non seulement dans les programmes de transferts monétaires, mais aussi dans l'intégration à long terme du genre. Cela comporte de financer le développement des employés, non seulement au niveau interne mais aussi sur place, au sein des programmes financés.
- Pour terminer, dans la mesure où l'émancipation implique un changement systémique, les donateurs doivent soutenir et promouvoir le plaidoyer nécessaire pour corriger les inégalités et travailler à l'émancipation des femmes. Les donateurs devraient également tenir compte du type de délais nécessaires à ces changements lorsqu'ils conçoivent leurs instruments de financement.

Ce qui ressort clairement de ce rapport, c'est que « l'émancipation » des femmes n'est pas un produit secondaire automatique des programmes de transferts monétaires. Un glissement dans la manière de les comprendre et de les approcher pourrait entraîner des changements réels et déterminants dans la vie des femmes. Un tel glissement pourrait placer au centre des préoccupations le renforcement des capacités des femmes, des hommes et des partenaires, et pourrait envisager les transferts monétaires à la fois comme un soutien des mécanismes de survie et un moyen pour promouvoir les femmes dans des contextes qui se caractérisent par une profonde inégalité de genre. Ce rapport n'est qu'une partie du processus d'apprentissage destiné à élaborer et mettre en œuvre des programmes de transferts monétaires d'urgence qui puissent avoir des impacts profonds et à long terme sur des millions de femmes. Des changements pratiques et des modifications institutionnelles doivent être entrepris. Dans de telles circonstances, il est évident que la vision de Creti et Jaspar sur le potentiel positif des programmes de transferts monétaires peut se convertir en une réalité.



Annexe 1

Intervention d'Oxfam GB en réponse à un séisme dans la province de Sumatra Occidentale

Le 30 septembre 2009 un violent séisme a démolé la côte de la province de Sumatra Occidentale. Environ 3,75 millions de personnes vivaient dans les districts touchés, à la fois ruraux et urbains. Un deuxième séisme a touché la même région et a amplifié les destructions et l'impact sur la vie des populations. L'Agence nationale indonésienne de gestion des catastrophes [Indonesian National Disaster Management Agency] a indiqué qu'un total de 1 117 personnes avaient été tuées et 2 902 blessées, et que les dommages à l'infrastructure étaient sévères. Selon les rapports, 279 314 maisons avaient été endommagées dont plus de 200 000 de manière modérée à sévère.

L'intervention d'Oxfam en réponse au séisme comprenait quatre éléments. Les transferts monétaires ont été mis en place dans le cadre de l'élément « sécurité alimentaire et moyens de subsistance d'urgence » (Emergency Food Security and Livelihoods – EFSL) dont l'objectif était de : garantir l'accès à la nourriture ; donner le choix aux gens en termes de reconstruction des abris ; éviter que les personnes touchées ne tombent dans un endettement injuste. Il convient de remarquer qu'il n'y avait pas d'objectifs explicites touchant au genre dans le cadre du programme de transferts monétaires, même si Oxfam Indonésie incorpore le genre à l'ensemble de son travail ²¹.

Le programme s'est déroulé en deux phases sur quatre mois de novembre 2009 à mars 2010. La zone du programme a été choisie car plus de 80 % des maisons y avaient été sévèrement ou modérément endommagées. L'absence d'éléments concernant le niveau socioéconomique avant la catastrophe et des indicateurs de vulnérabilité sociale peu clairs ont fait qu'il a été décidé que toutes les familles²² se trouvant dans la zone du programme recevraient l'une des deux allocations en fonction du niveau de dommages causés à leur maison²³. La première phase a consisté en une allocation familiale et une allocation communautaire. L'allocation communautaire d'environ 0,5 million de roupies (environ £35) supplémentaires par famille était prévue pour aider la communauté à travailler ensemble à des activités de nettoyage communal. Dans la phase deux, le programme a été étendu à un nombre plus important de sous-villages mais n'incluait plus d'allocations communautaires. Environ 6 000 familles ont reçu l'une de ces allocations ou les deux.

Évaluations

Oxfam Indonésie a fait des efforts considérables pour s'assurer qu'une analyse de genre faisait partie de l'évaluation initiale qui a été entreprise. L'analyse de genre a montré la nature matrilineaire de la société locale et a insisté sur l'importance de faire

en sorte que l'intervention ne vienne pas perturber les schémas locaux de propriété des maisons et des terres par les femmes. Elle a également mis en lumière les taux élevés de migration vers l'extérieur, plus particulièrement des hommes, mais aussi des femmes, et de ce fait le nombre élevé de familles qui ont une femme à leur tête – dans de nombreux cas une femme âgée.

Une stratégie de genre a été élaborée incluant des composantes comme : le recueil systématique de données désagrégées par sexe ; l'élaboration d'un critère de vulnérabilité centré par exemple sur les familles qui ont une femme à leur tête ; l'inclusion d'employées femmes et d'une conseillère de genre dans l'équipe d'intervention, et l'inclusion des organisations de femmes comme partenaires.

Il y a eu des tentatives pour intégrer des considérations de genre à la conception du programme d'EFSL. Il était prévu que les femmes soient les destinataires des allocations familiales (bien que le raisonnement expliquant cela n'ait pas été explicite dans la documentation du programme), qu'elles prennent conjointement la direction des travaux communautaires en tant que trésorières des comités, et qu'elles assument également une part égale des travaux communautaires. Dans la pratique, ces plans n'ont cependant pas été appliqués de manière consistante²⁴.

Transferts monétaires et relations de genre – Impacts positifs

Bien qu'il y ait eu des problèmes concernant l'utilisation et les effets des transferts monétaires, les bénéficiaires en général ont répondu positivement aux transferts d'argent, particulièrement du fait de la rapidité et de la flexibilité de la réponse.

NOUS APPRÉCIONS LES ALLOCATIONS EN LIQUIDE, NOUS LES PRÉFÉRONS, PARCE QUE NOUS POUVONS LES UTILISER POUR COUVRIR LES BESOINS PRIORITAIRES. POUR LES PREMIERS BESOINS QUOTIDIENS, LES BÂCHES, L'EAU, LES ALLOCATIONS EN LIQUIDE NOUS CONVIENNENT MIEUX. C'EST BIEN. (BÉNÉFICIAIRE FEMME)

Alors que dans les documents de conception du projet, il était indiqué que les femmes étaient considérées comme les principales bénéficiaires,

il était également énoncé « qu'au cours de la sensibilisation, on devrait insister sur le fait que l'allocation devrait bénéficier à l'ensemble de la famille, quelle que soit la personne qui l'aurait reçue »²⁵. Dans la réalité, il apparaît que l'on ne s'est pas assuré de manière systématique que le nom de la femme était bien celui mentionné sur la carte de bénéficiaire.

Il est normal au sein de la communauté Minangkabau d'Indonésie que les hommes remettent ce qu'ils gagnent aux femmes pour qu'elles gèrent l'économie domestique, en conservant parfois un peu d'argent pour des cigarettes et du café. Il n'est donc pas surprenant que le suivi reçu de la communauté ait suggéré que dans la plupart des cas les femmes étaient celles qui géraient les transferts monétaires et que les hommes et les femmes discutaient ensemble de la manière d'utiliser cet argent. On peut considérer comme un succès le fait que les transferts monétaires n'aient pas causé de conflits à cet égard. Il y avait des exceptions à cela lorsque la femme venait de l'extérieur de la zone.

Il y a eu d'autres succès. Le fait d'encourager les femmes à s'impliquer pour la première fois dans les travaux communautaires a conféré une dimension de reconnaissance publique à la contribution des femmes. En outre, les femmes qui ont pris part aux travaux communautaires ont été payées le même montant que les hommes pour une journée de travail, remettant ainsi en question les normes locales.

Difficultés

Les difficultés d'ensemble liées au genre, les difficultés de vulnérabilité et les dynamiques sociales locales n'ont pas été entièrement intégrées à la conception du programme. Le travail d'ESFL qui a été entrepris ne reflétait pas l'analyse de genre initiale. En conséquence, ce travail s'est trouvé dépourvu d'une perspective de genre, et n'a pas identifié l'impact différent que le séisme a pu avoir sur les options et les pratiques liées aux moyens d'existence des hommes et des femmes. Il n'a pas non plus analysé de quelle manière les moyens d'existence des personnes identifiées comme les plus vulnérables avaient été affectés. En particulier, il n'a pas tenu compte des vulnérabilités spécifiques auxquelles les femmes font face dans une culture matrilineaire où elles peuvent hériter des maisons et des terres, mais où elles n'ont qu'un pouvoir limité de décision en ce qui concerne les questions familiales ou communautaires²⁶. De nombreux problèmes ont

été identifiés autour de la conception et de la mise en œuvre du programme, et de l'impact qui en a résulté sur les relations de genre.

Le ciblage s'est avéré poser problème. Donner une allocation à tous les membres de la communauté en fonction de l'étendue des dommages équivalait dans la réalité à ne pas tenir compte des vulnérabilités qui peuvent tout particulièrement affecter les femmes. Cela incluait notamment des questions comme : le nombre de personnes dépendantes dans une famille, le contexte social dans lequel les sœurs adultes utilisent les terres en fonction d'un système de rotation, le partage des maisons, les locataires (souvent des familles dont les femmes ne sont pas de la zone), la structure des maisons (les familles les plus pauvres vivant dans des structures en bois et recevant pourtant moins d'argent), et finalement le fait que les évaluateurs bien souvent ne tenaient compte que des principaux espaces de vie de la maison en ignorant les endroits particulièrement importants pour les femmes.

L'allocation communautaire était conçue pour financer des projets communautaires sélectionnés par la communauté elle-même et qui bénéficieraient à l'ensemble de ses membres, ou pour apporter un soutien supplémentaire aux plus vulnérables. Si personne au sein de la famille n'était capable d'effectuer le travail physique, la famille pouvait nommer quelqu'un d'autre pour le faire à sa place. Dans l'ensemble, l'allocation communautaire a été appréciée, mais elle n'a pas réellement fonctionné de manière à augmenter la cohésion communautaire, à soutenir les plus vulnérables ou à promouvoir la visibilité et le potentiel des femmes. Parmi certains problèmes rencontrés se trouvent les suivants :

- En pratique, dans trois des villages visités, les groupes ont choisi de nettoyer les maisons des uns et des autres, plutôt que de se concentrer sur des projets qui auraient pu soutenir les femmes ou d'autres groupes vulnérables.
- Les groupes communautaires étaient supposés désigner un homme comme directeur et une femme comme trésorière. Bien qu'il y ait eu une motivation importante pour garantir l'implication des femmes dans les rôles de direction, dans la réalité, il est malencontreux que les rôles assignés n'aient fait que renforcer les stéréotypes de genre déjà en vigueur localement. De plus, il n'y avait pas de responsabilités

clairement établies pour les trésorières. Cet effort pour s'assurer que les femmes détenaient au moins l'un des rôles de direction n'a pas été appliqué de manière homogène dans tous les villages. En outre, aucun soutien n'a été apporté aux femmes pour les aider à remplir leurs rôles publics nouvellement introduits.

- La manière de partager l'argent entre les personnes incapables de travailler et celles qui avaient été désignées pour le faire à leur place n'avait pas été clairement définie, ce qui a eu de sérieuses conséquences dans la mesure où l'analyse de genre initiale avait montré qu'il y avait un nombre plus élevé que la moyenne de femmes âgées chefs de famille pour lesquelles effectuer le travail communautaire serait difficile.

L'évaluation en temps réel suggère que le genre n'avait pas été suffisamment enraciné dans les programmes parce que les équipes d'employés qui les ont mis en œuvre ne ressentaient pas cet aspect des choses comme important. Le rapport final narratif de la personne responsable du genre mentionne un « manque de documentation systématique, de coordination et de synergie dans tous les programmes sectoriels relatifs aux questions de genre ». Du fait d'engagements en cours liés à une urgence antérieure en Indonésie, Oxfam a dû recruter des employés temporaires et certains employés ont été détachés par des partenaires. Il a donc été particulièrement difficile de s'assurer que tous les nouveaux employés partageaient les valeurs et l'éthique d'Oxfam GB, d'autant plus que l'équipe avait été constituée dans l'urgence. Il y a eu des tentatives pour orienter les employés sur les questions de genre mais avec un succès partagé. Un jeune homme partenaire a expliqué qu'il n'a pas écouté le cours d'introduction au genre en disant : « ils parlaient trop des problèmes des femmes alors cela ne m'intéressait pas vraiment ». Cela souligne la nécessité de mettre en place des accords de partenariat qui soient sélectifs, et d'investir dans le renforcement des capacités et la formation au genre.

Le programme a développé des liens de partenariat avec KPI, une organisation de femmes à l'échelle nationale. Néanmoins, le potentiel de cette relation ne s'est pas entièrement concrétisé. KPI a mentionné qu'elle n'avait pas été impliquée dans la conception du programme et qu'elle était préoccupée parce que

la manière dont le programme avait été exécuté ne correspondait pas avec son mandat. Très clairement, KPI avait l'impression que son expertise particulière n'avait pas été mise à profit.

« Notre organisation n'a pas été vraiment impliquée dans les discussions stratégiques, ni dans les décisions sur la manière de mettre en œuvre le programme ou d'appliquer dans la pratique les indicateurs du programme. » (Entretien avec la direction de KPI).

Le programme offrait de réelles opportunités pour accomplir des avancées modestes mais positives et durables vers une amélioration des relations de pouvoir entre les genres. Cependant, ces opportunités n'ont pas été entièrement mises à profit.

- Dans ce partenariat, KPI aurait pu apporter une meilleure compréhension des rôles et des relations de genre des femmes dans la zone du programme.
- Plusieurs aspects auraient pu rendre les changements plus profonds et plus durables, à savoir : une meilleure utilisation des groupes communautaires existants, une meilleure connaissance des schémas d'allocation communautaire en vigueur, davantage d'implication, et un partage des informations sur la manière d'accéder au programme de compensation planifié par le gouvernement.

« Lorsque nous parlons d'organiser la communauté dans le cadre d'une allocation communautaire, nous devons non seulement former un comité pour une tâche temporaire mais nous devons aussi prendre des mesures visant à la mobilisation de la communauté. Nous devons réfléchir à la manière dont cette mobilisation peut également servir à émanciper les femmes...ce qui devrait constituer la stratégie de sortie d'Oxfam. Il faut d'abord aider la communauté pour qu'elle soit prête à recevoir les fonds destinés à la réhabilitation et la reconstruction, et prête aussi à effectuer la transition entre Oxfam et une organisation locale et des partenaires, de manière à garantir la pérennité de ce groupe ».
(Personnel de KPI).

Conclusion

L'intervention d'Oxfam en Indonésie montre de manière flagrante, qu'il est possible d'entreprendre une analyse de genre spécifique et de développer une stratégie de genre dans le cadre d'une urgence humanitaire. Néanmoins, le genre et les autres dynamiques sociales n'ont pas fait l'objet de suffisamment d'attention au cours de la conception et de la mise en œuvre du programme de transferts monétaires. On s'est beaucoup avancé et on a beaucoup parlé du pouvoir « émancipateur » que les transferts monétaires pourraient avoir sur leur destinataire, tout particulièrement si ces destinataires sont des femmes. Même s'il est vrai que les transferts monétaires peuvent avoir un effet et qu'ils peuvent corriger des inégalités de genre, la réalisation de ce potentiel dépend du contexte local et des facteurs sociaux, économiques et culturels, mais aussi de la manière dont les programmes de transferts monétaires sont conçus, et encore plus crucialement de la manière dont ils sont mis en pratique.

Dans la province de Sumatra Occidentale, la plupart des femmes sont tout à fait habituées à manipuler et gérer l'argent. Même s'il est possible que le fait d'être les destinataires directes des transferts monétaires les ait temporairement aidées à remplir leurs rôles de genre après le séisme, il n'a guère eu d'autre effet que celui-là. Il ne s'agit pas de nier l'importance de l'aide apportée aux femmes pour qu'elles puissent remplir leurs rôles de genre après la catastrophe – mais cela est loin, peu s'en faut, d'être équivalent à un processus « d'émancipation ».

Annexe 2

Le programme de transferts monétaires de Concern Worldwide au Zimbabwe

Depuis 2002²⁷ Concern Worldwide fournit une aide alimentaire pendant la saison maigre (octobre à mars) dans trois districts ruraux du Zimbabwe, dans le cadre du programme « Alimentation des groupes vulnérables » du Programme Alimentaire Mondial. L'objectif de l'alimentation des groupes vulnérables est de garantir que les familles destinataires sont en mesure de couvrir leur droit à l'alimentation dans un contexte de pénurie de céréales, de faiblesse des marchés et d'insécurité alimentaire au niveau des familles. Avant 2009, les transferts monétaires n'étaient pas possibles au Zimbabwe à cause du contrôle strict que le gouvernement exerçait sur le marché du maïs et d'une hyperinflation de l'économie²⁸. Avec la stabilisation de l'inflation qui a suivi la dollarisation en janvier 2009, Concern a décidé de tester les transferts monétaires comme réponse à la crise alimentaire en cours.

Le projet pilote de transferts monétaires d'urgence au Zimbabwe (Zimbabwe Emergency CT- ZECT) dans les districts de Gokwe North, Gokwe South et de Nyanga, ciblait initialement environ 3 800 familles pendant une période de 5 mois (novembre 2009 à avril 2010). Ce projet pilote avait pour but de combler les manques au droit à l'alimentation (Missing Food Entitlement – MFE) des sections les plus vulnérables

de la population en fournissant en même temps des transferts monétaires directs dans un quartier par district (1 900 familles) et de la nourriture et de l'argent dans un deuxième quartier par district (1 900 familles). Le projet pilote se proposait d'évaluer si l'argent permettait aux familles zimbabwéennes d'assurer leur sécurité alimentaire et de couvrir d'autres besoins essentiels, et d'étudier la réponse des marchés face à une telle intervention²⁹. Ce programme a été étendu par la suite, en janvier 2010, de manière à couvrir 20 quartiers supplémentaires, ce qui a amené le nombre total de bénéficiaires à 58 866³⁰. Il est essentiel de bien remarquer que remédier à l'inégalité de genre n'était pas mentionné comme objectif du projet, mais qu'il s'agissait d'un avantage qui était escompté en ciblant les femmes comme destinataires des transferts monétaires.

Pour les besoins de ce rapport, Gokwe North a été choisi comme zone d'étude parce que c'est un quartier qui compte toute une série de groupes ethniques avec des dynamiques de genre différentes. Il y a à Gokwe North un nombre considérable de familles dont le chef est soit une personne âgée, une femme ou un enfant. Cela se doit en partie à la prévalence du VIH/Sida, mais aussi à la crise économique du Zimbabwe, qui avec l'effondrement

de l'économie officielle a provoqué la migration de nombreux hommes comme stratégie de subsistance des familles.

Des difficultés notables ont été rencontrées lors de la mise en œuvre du programme ZECT, plus particulièrement concernant des questions de ciblage, mais on a aussi observé des conséquences négatives non prévues suite à ces injections d'argent. Parmi ces conséquences il convient de mentionner : l'impact que le rôle et le pouvoir des chefs de village et de quartier a eu sur le processus de ciblage communautaire, des cas de flambée des prix locaux, et des exigences de remboursement (frais de scolarité par exemple) exercées sur les bénéficiaires les jours de distribution. Ces problèmes sont étudiés en détail dans l'évaluation du programme³¹ alors que ce rapport se concentre sur les implications des transferts monétaires sur les relations de genre.

Transferts monétaires et relations de genre – impacts positifs

En recourant à de l'argent liquide et en remettant cet argent entre les mains des femmes, Concern espérait donner individuellement aux femmes la possibilité « *d' [avoir] plus d'influence sur ce qui se passe dans [leur vie] et d' [être] capables de faire les choix [qu'elles] veulent* »³². Même si les effets des transferts monétaires sur les relations à l'intérieur des familles et des communautés pouvaient varier sensiblement en fonction des familles et des communautés, nous avons pu identifier des traits communs. Tant l'évaluation du programme ZECT que le travail de terrain pour ce rapport ont découvert que dans l'ensemble les transferts monétaires et les transferts monétaires accompagnés de nourriture ont eu un impact positif sur les relations à l'intérieur des familles, « *[et] cela parce que le principal moteur des mauvaises relations à l'intérieur des familles s'est avéré être le manque de nourriture au niveau de la famille, et que tous les types de transferts contribuaient à combler ce manque* »³³. La majorité des bénéficiaires du programme de transferts monétaires ont indiqué :

GRÂCE À CELA IL Y A EU PLUS D'AMOUR [DANS LA FAMILLE] PARCE QUE NOUS POUVIONS OBTENIR CE QUE NOUS VOULIONS ET QUE NOUS POUVIONS PARLER ENSEMBLE. CELA N'A DURÉ

QUE LE TEMPS DES TRANSFERTS. LORSQUE NOUS AVONS RECOMMENCÉ À ÊTRE AFFAMÉS, L'AMOUR EN QUELQUE SORTE A DISPARU. CELA VA MIEUX MAINTENANT QUE NOUS RÉCOLTONS. (BÉNÉFICIAIRE HOMME, MAKAKATANWA)

Un grand nombre de femmes et d'hommes ont affirmé que les transferts monétaires avaient amélioré la communication entre les époux ou avec les autres membres de la famille. Dans certains cas, les transferts monétaires ont remis en cause les stéréotypes de genre dans la mesure où les hommes ont commencé à se rendre compte que les femmes étaient capables de s'occuper d'argent et qu'elles pouvaient contribuer à la discussion sur son utilisation. De nombreuses femmes ont aussi apprécié le fait que les hommes devaient leur demander de l'argent, alors que traditionnellement c'est le contraire. Elles avaient l'impression que cela leur conférait un autre niveau d'indépendance et d'autorité.

NOUS N'AVONS PAS ENTENDU PARLER DE QUERELLES. NOUS LEUR DEMANDIONS DE L'ARGENT POUR DE LA BIÈRE ELLES NOUS EN DONNAIENT UN PEU MAIS EN EN GARDANT SUFFISAMMENT POUR LA NOURRITURE. CELA A AMÉLIORÉ LES RELATIONS DANS LA FAMILLE. CELA A PERSISTÉ JUSQU' A MAINTENANT. (GROUPE DE DISCUSSION D'HOMMES, BÉNÉFICIAIRES)

Nous avons noté des différences d'opinion entre villages et entre groupes de discussion, sur la question de la persistance des changements au-delà de la période du programme de transferts monétaires. Dans une zone où le coton est la culture commerciale, ces impacts temporaires ou à plus long terme étaient souvent mentionnés en ce qui concerne la prise de décision relative aux bénéfices du coton. Ces opinions étaient approximativement partagées en deux groupes égaux.

LA VENTE DU COTON, C'EST DIFFÉRENT, NOUS N'AVONS PAS DE POUVOIR DE NÉGOCIATION. (GROUPE DE DISCUSSION DE FEMMES)



(LES TRANSFERTS MONÉTAIRES ONT) CONTRIBUÉ À RENFORCER LA CONFIANCE DANS LA CAPACITÉ DES FEMMES À BIEN UTILISER L'ARGENT. QUELQUES FAMILLES ONT MÊME DIVISÉ LES REVENUS DU COTON ENTRE ELLES, ET EN ONT DONNÉ UNE PARTIE AUX FEMMES. (GROUPE DE DISCUSSION DE FEMMES)

CERTAINS HOMMES SE SONT MIS À CONSULTER LEUR FEMME SUR LA MANIÈRE DE DÉPENSER L'ARGENT PROVENANT D'AUTRES SOURCES. (GROUPE DE DISCUSSION DE FEMMES)

Cependant, le fait que l'immense majorité des femmes et des hommes aient eu une réaction positive par rapport aux choix des femmes comme destinataires des transferts monétaires et à leur

impact sur les relations familiales, se doit largement au fait que les transferts ont eu pour effet de renforcer les rôles et les stéréotypes de genre plutôt que de les remettre en cause.

C'EST BIEN, PARCE QU'HABITUELLEMENT LES FEMMES SONT PLUS RESPONSABLES QUE LES HOMMES. SI VOUS DONNEZ DE L'ARGENT À UN HOMME, LA SEULE CHOSE QU'IL FAIT C'EST ACHETER DE LA BIÈRE ET PEUT-ÊTRE DU TABAC. (GROUPE DE DISCUSSION D'HOMMES, NB NYAMADZAWO)

Même si les changements identifiés plus haut sont de petits progrès sur la voie vers une plus grande égalité des genres, dans le contexte d'un programme indépendant à court terme, ces changements ne peuvent pas être comptés comme des étapes significatives d'une telle avancée. Les commentaires

de certains employés subalternes, hommes et femmes, qui comprenaient « l'émancipation » comme le fait de « soutenir les femmes dans l'exercice de leurs rôles traditionnels », en est un exemple supplémentaire. Les hommes interrogés ont également indiqué qu'au départ, ils s'inquiétaient que les programmes monétaires permettraient aux femmes d'être chefs de famille ; ils étaient soulagés de voir que cela n'était pas le cas.

Difficultés

Un manque de sensibilisation des hommes et des femmes concernant les objectifs du projet et des difficultés au niveau du mécanisme de ciblage ont entraîné des problèmes tout autant pour les bénéficiaires que pour les non-bénéficiaires. Jusqu'à un tiers des femmes ont dû faire face à un type ou un autre de remise en question de leur contrôle sur l'argent qu'elles ont reçu de la part d'un homme de leur famille³⁴. Ces remises en question, dans l'ensemble, ont été résolues de manière pacifique, et moins d'un cinquième des personnes qui ont répondu ont indiqué que les relations à l'intérieur de la famille s'étaient détériorées – ce qui peut être interprété comme un changement positif. Le rapport d'évaluation contenait cependant des éléments anecdotiques et des suggestions qui indiqueraient que les transferts monétaires sont potentiellement susceptibles d'augmenter les conflits familiaux de cette manière³⁵. Les femmes avaient à faire face à des obligations multiples, comme aller chercher l'argent en plus des tâches quotidiennes relatives aux soins des enfants et au travail domestique, ce qui reflète également un manque de sensibilisation adéquate des hommes. Sans une compréhension adéquate de la part de la communauté et un accord de principe, tout changement des dynamiques de genre restera limité et sera difficile à pérenniser.

L'impact négatif du programme ZECT sur les dynamiques communautaires semble avoir été cause de préoccupation pour une majorité de répondants (75 %). Le travail de terrain a montré que ni les bénéficiaires des transferts, ni les dirigeants des villages qui ont été interrogés, n'avaient le sentiment qu'il y avait eu participation de la communauté, adhésion ou même compréhension réelle du programme. Cela a engendré une sensation générale d'impuissance et de jalousie au sein de la communauté par rapport à l'intervention.

NOUS ÉTIONS TRÈS EN COLÈRE, MÊME JUSQU'À MAINTENANT. CELA A EU DES EFFETS À LONG TERME. CE SONT LES MÊMES PERSONNES QUI ONT REÇU L'ARGENT QUI ONT AUSSI REÇU LES DISTRIBUTIONS EN NATURE. LES GENS N'AVAIENT PLUS LA POSSIBILITÉ DE PARTAGER. (GROUPE DE DISCUSSION DE FEMMES NON BÉNÉFICIAIRES, GONKA)

Les opinions étaient partagées quant à savoir si le ressentiment allait perdurer après la fin du programme. Si oui, cela pourrait avoir un effet néfaste sur les stratégies locales de subsistance, comme le partage, ce qui pourrait alors augmenter la vulnérabilité des familles. Cela limite aussi très sérieusement le potentiel transformateur des transferts monétaires.

D'autres dynamiques sociales, comme la polygamie, n'avaient pas été prises en compte. Dans l'ensemble, les épouses et les belles-filles subalternes ont semblé être très largement exclues de toutes modifications des relations à l'intérieur des familles qui auraient pu résulter des transferts monétaires. Il est important de remarquer que même si le programme ZECT apporte un supplément de nourriture, il n'a pas modifié les schémas de distribution de la nourriture, qui sont très fortement liés au genre, à l'intérieur des familles³⁶.

Il y a également eu des difficultés concernant la mise en œuvre du programme. Il y a eu des malentendus sur qui pouvait recevoir le paiement des transferts monétaires, bien que cela n'ait concerné que moins d'un quart des destinataires. Par exemple, les femmes sans carte d'identité n'ont pas pu recevoir l'argent ; et lorsque les femmes n'avaient pas de carte d'identité, elles pensaient qu'elles devaient trouver une autre femme pour recevoir l'argent à leur place, même si leur mari avait une carte d'identité. Il est possible que le fait de ne pas permettre aux femmes sans carte d'identité de percevoir l'argent ait eu pour effet d'affaiblir leur sentiment d'identité et de valeur personnelle, alors que le fait de ne pas permettre aux maris de percevoir l'argent a encore aliéné davantage la participation des hommes de la communauté. En outre, un certain nombre de familles ont dû payer la personne qui a perçu l'argent à leur place ou se sont senties obligées de le faire. Ces bénéficiaires auraient préféré pouvoir utiliser la carte d'identité de leur mari ou trouver d'autres

moyens alternatifs pour percevoir les fonds. Le fait qu'il n'y avait que des hommes aux bureaux d'aide, parmi lesquels certains membres puissants de la communauté, que les femmes et les veuves en particulier se sentaient incapables d'approcher pour obtenir de l'aide ou déposer une plainte, a également constitué un problème.

Conclusions

Au Zimbabwe, de manière générale les communautés semblaient approuver que les femmes soient les bénéficiaires des transferts monétaires, ce qui tendrait à suggérer qu'il faut persévérer. Néanmoins, ce feedback positif concernait particulièrement l'efficacité de l'approche pour remplir les objectifs du programme qui étaient de garantir la couverture des besoins alimentaires des familles en apportant un soutien aux femmes pour qu'elles puissent remplir leur rôle de genre traditionnel. Que les femmes aient été capables, dans une certaine mesure, d'obtenir davantage d'influence sur leur vie ne devrait pas être confondu avec un processus « d'émancipation ».

Le mécontentement envers les processus de ciblage en vigueur et les impacts perçus comme négatifs indiquent la nécessité de développer des systèmes de sélection des bénéficiaires que la communauté puisse considérer comme « justes » et qui garantissent tout à la fois que la voix des groupes les moins puissants, comme les veuves, les femmes récemment arrivées dans la région ou les

belles-filles, soit aussi entendue. Cela nécessite davantage de dialogue avec les communautés, tout en reconnaissant qu'elles ne sont pas homogènes et qu'il faut faire particulièrement attention pour s'assurer que les discussions tiennent compte de toutes les différences sociales, notamment de genre. Les programmes doivent être clairs sur les termes qu'ils utilisent et la manière dont ils traitent des réalités sociales complexes.

Les femmes devraient être consultées sur le soutien additionnel dont elles ont besoin et les programmes doivent sensibiliser les hommes et les dirigeants des communautés. Les mécanismes de mise en œuvre devraient tenir compte des besoins des femmes, de leurs responsabilités et des obstacles culturels qui s'opposent à leur participation économique. Même si une consultation en profondeur peut s'avérer contraignante lors d'une urgence soudaine, dans le cadre de programmes répétés comme celui d'Alimentation des groupes vulnérables, il devrait être possible d'effectuer un type de consultation plus sérieuse. Dans ce type de contexte, il se pourrait que les programmes de transferts monétaires puissent atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés en la matière, à savoir : une modification durable des dynamiques de prise de décisions au niveau de la famille, une reconnaissance accrue de la capacité des femmes à gérer l'argent, et une amélioration de l'identité et du statut des femmes dans la communauté.

Annexe 3

Programme de transferts monétaires dans des bidonvilles au Kenya – Concern Worldwide et Oxfam GB

Au Kenya, la conjugaison de différents facteurs, notamment une série de sécheresses consécutives, des violences suite à l'élection de 2007, une faible production de céréales vivrières et la crise alimentaire mondiale, a entraîné une augmentation significative des prix alimentaires qui a débouché sur la crise alimentaire de 2008-09. Selon les statistiques gouvernementales, 9,5 millions de personnes risquaient la famine dont 4,1 millions se trouvaient dans des centres urbains non officiels. Alors que le gouvernement s'occupait de cette crise dans les zones rurales du Kenya, Concern Worldwide, Oxfam GB et Care International (Kenya), ont commandité une étude qui a indiqué qu'une crise humanitaire se déroulait dans les centres urbains non officiels de Nairobi. La hausse dramatique des prix alimentaires avait un effet majeur sur la nutrition des plus pauvres dans les bidonvilles.

Dans le cadre d'un grand programme coordonné à Nairobi, Oxfam GB et Concern Worldwide ont développé une proposition d'intervention pour traiter cette crise urbaine. L'objectif global de ce projet était d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des familles les plus vulnérables dans les bidonvilles de Nairobi. Pour cela, il était prévu d'améliorer l'accès à la nourriture et de

développer des initiatives pour garantir la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance à long terme. L'intervention relative à la sécurité alimentaire comportait trois phases et avait pour but de combler l'écart entre la réponse d'urgence et la phase de développement en utilisant des transferts monétaires pour couvrir à la fois les besoins immédiats et les besoins à plus long terme³⁷. Les transferts monétaires étaient considérés comme particulièrement bien adaptés pour un environnement urbain dans la mesure où les pauvres en milieu urbain dépendent fortement du marché et qu'ils achètent 90 % de l'approvisionnement familial avec de l'argent.

Au Kenya, même si ni l'une ni l'autre des deux agences n'avait défini la réduction de l'inégalité de genre comme un objectif fondamental du programme de transferts monétaires, les femmes avaient été choisies comme les principales destinataires de l'argent (86,3 % à Korogocho et 98 % à Mukuru) en vertu de leur rôle présumé dans les bidonvilles et des avantages escomptés que pouvait représenter pour elles le fait de recevoir de l'argent. La majorité de ces femmes étaient des chefs de famille, qui s'occupaient seules de leur famille sans le soutien d'un homme. Une minorité étaient mariées ou avaient une relation à long terme.

Transferts monétaires et relations de genre – impacts positifs

Les familles pauvres comprenaient des femmes chefs de famille (la majorité), des personnes vivant avec le VIH/Sida, des orphelins et des personnes âgées. Les transferts monétaires s'intégraient dans l'ensemble de stratégies auxquelles recouraient les familles et étaient extrêmement bienvenus. Dès le départ, des éléments ont montré que les familles mangeaient mieux et que le programme atténuait considérablement le stress quotidien lié à la pauvreté. Certaines femmes bénéficiaires ont affirmé qu'il y avait davantage de paix à la maison et d'autres qu'elles se sentaient plus sûres d'elles. Certaines d'entre elles ont pu commencer, reconstruire ou développer une petite entreprise, et d'autres ont réussi à scolariser à nouveau leurs enfants. Les enfants ont pu quitter la rue et retourner à la maison pour manger et n'ont plus eu besoin de fouiller les poubelles. Des auxiliaires de santé communautaire ont travaillé avec ces femmes sur des questions de confiance en soi et de changement de comportement, et certaines d'entre elles ont réussi à leur apporter les conseils et le soutien psychologique qui leur manquaient.

Les femmes considéraient comme tout à fait approprié d'être les principales destinataires du programme dans la mesure où elles s'acquittaient de la plus grosse partie des responsabilités domestiques alors que les hommes étaient souvent ou complètement absents. La majorité des hommes interrogés définissaient également les femmes comme étant les plus vulnérables dans les bidonvilles, et ils pensaient qu'il était normal qu'elles soient les bénéficiaires du programme en tant que chefs de famille « de facto ». Les hommes mariés n'avaient pas d'objection à ce que leurs femmes soient les principales bénéficiaires dans la mesure où ils considéraient que la famille toute entière profiterait des transferts monétaires.

Certains hommes, qui avaient été absents auparavant, sont également revenus à la maison parce qu'ils ressentaient moins de pression à subvenir aux besoins de la famille. Cela a contribué à augmenter la paix dans de nombreuses familles. Pour la plupart, les femmes contrôlaient l'argent et certaines discutaient de son utilisation avec leur mari ou leurs enfants les plus âgés. Pour de nombreux hommes, il n'y avait rien d'inhabituel à voir les femmes gérer les finances familiales.

**C'EST MA FEMME QUI SAIT QUOI
ACHETER ET COMMENT L'ARGENT DOIT
ÊTRE DEPENSÉ. (BÉNÉFICIAIRE HOMME)**

**CE SONT LES FEMMES QUI RESTENT
À LA MAISON, ELLES SAVENT CE QUI
NE VA PAS ET OÙ, MAIS VOUS SAVEZ,
LES HOMMES N'AIMENT PAS ÊTRE À LA
MAISON – ILS SONT TOUJOURS DEHORS.
(BÉNÉFICIAIRE HOMME)**

Ces constatations, même si elles sont positives, restent vraiment dans le cadre du rôle traditionnel de genre imposé aux femmes à l'intérieur de la maison et ne sont pas le résultat de changements sociaux qui pourraient être appelés « émancipateurs ».

Il a été suggéré que certaines stratégies négatives de subsistance auxquelles les femmes sont susceptibles de recourir, comme la mendicité ou le « sexe tarifé », avaient stoppé ou diminué. Des éléments non confirmés ont indiqué que dans les cas où des activités de prostitution se poursuivaient, les femmes étaient capables de négocier l'utilisation de préservatifs en acceptant un tarif moins élevé pour un acte sexuel protégé. Les employés pensaient de manière générale que les femmes utilisaient l'argent à bon escient et qu'elles n'achetaient pas d'alcool ou de drogue.

Même si vérifier l'utilisation de l'argent s'est avéré quelque peu problématique³⁸, certains bénéficiaires ont déclaré que même si initialement l'argent avait été consacré à la nourriture, ils/elles en avaient ensuite diversifié l'usage et en avait consacré une partie à leur entreprise, au loyer ou au paiement d'autres frais. Plusieurs femmes ont dit aux employés qu'elles partageaient leur nourriture avec d'autres personnes en dehors de leur famille. Alors même que cela peut contribuer au renforcement des liens communautaires et des stratégies de subsistance, il n'est pas possible de savoir à quelle fréquence de telles pratiques se sont produites et sur quelle échelle.

Le programme a été perçu comme bien organisé par ceux qui étaient directement impliqués et « ce qui était promis a été donné ». Ce qui est inhabituel dans les bidonvilles où il est fréquent que la nourriture et les biens « disparaissent » ou soient distribués de manière injuste. Les employés sont convaincus que le programme a été à la fois efficace et rentable. Le mécanisme de distribution

par le biais des téléphones portables s'est avéré une réussite notable. Il s'agissait d'une innovation et d'un élément clé du programme qui a montré que la toute nouvelle technologie Safaricom pouvait permettre des transferts monétaires en toute sécurité à des personnes pauvres, particulièrement des femmes, dans un contexte d'insécurité élevée comme celui des bidonvilles³⁹.

Difficultés

Alors que les femmes étaient les principales destinataires des transferts monétaires, il n'y a pas eu d'analyse de genre pour examiner la manière dont le pouvoir était exercé, qui prenait les décisions, et en quoi la vie des femmes mariées différait réellement de celle des femmes célibataires. Les femmes n'ont pas été réellement impliquées aux stades de conception du programme. En outre, il n'y a pas eu de discussions collectives pour développer une perspective commune sur la nature des problèmes et des contraintes auxquels les femmes sont confrontées, ou sur ce que le projet prévoyait d'obtenir, dans l'immédiat et à plus long terme, en faisant d'elles les bénéficiaires des transferts monétaires. Un manque d'analyse sociale et de genre a encore ajouté à la confusion générale concernant la terminologie et les réalités sociales. Ce qui constitue une « famille » ou « un/une chef de famille » n'avait pas été clairement défini, et les questions relatives aux familles polygames ou aux familles de réfugiés n'avaient pas été prises en compte. Il convient de noter que ce programme devait être mis en œuvre rapidement et dans des circonstances difficiles – néanmoins l'absence d'analyses et de discussions de ce type a eu des impacts démontrables. Au final, il manquait au programme des objectifs clairs concernant les résultats qu'il était susceptible d'obtenir en termes de changement des dynamiques de genre. En conséquence, l'accent a été placé sur des questions techniques de distribution des transferts monétaires, et sur des questions de logistique et de compte-rendu, et peu de temps a été consacré à tirer les enseignements de cette expérience.

L'incertitude touchant au financement et les délais pris par les plans de transition vers des activités relatives aux moyens d'existence à plus long terme ont constitué des obstacles majeurs qui ont affecté la capacité des transferts monétaires à influencer sur les relations de pouvoir entre les genres. Premièrement,

de nombreux destinataires ont commenté qu'ils avaient eu l'impression que le programme « était apparu du jour au lendemain », et que du fait de la date limite et des délais pour initier la seconde phase du projet, il allait aussi « disparaître du jour au lendemain ». Cela, inévitablement a miné la durabilité potentielle de tout changement à plus long terme des rôles et de la position sociale des femmes. Deuxièmement, plusieurs des femmes et hommes interrogés avaient l'impression que ni les relations de genre ni les opportunités à l'intérieur des bidonvilles n'avaient changé, et elles/ils craignaient que la pression pour couvrir les besoins quotidiens (ainsi que les tensions internes aux familles qui en résultent) allait reprendre le dessus dès la fin du programme. Les montants reçus étaient relativement peu importants, particulièrement dans les familles où il n'y avait qu'un seul revenu, et n'ont pas été accompagnés d'un travail de soutien, de sensibilisation, de soins de santé ou d'autres types d'activités de renforcement des moyens d'existence.

La mise en œuvre des transferts monétaires a rencontré d'autres difficultés. Du fait de contraintes liées aux ressources et au personnel, les employés ont trouvé extrêmement difficile de développer une connaissance profonde de la vie des femmes. La conception du programme, la formation et les besoins en recherche ont souvent fait l'objet de contrats extérieurs, ce qui a signifié que l'enseignement s'est trouvé fragmenté et qu'il n'a pas toujours été absorbé. De plus, les employés n'ont disposé que de peu de temps pour mettre en commun, avec les organisations partenaires, leurs objectifs, leurs méthodes et leurs problèmes. L'expérience acquise par les organisations partenaires, développée au cours de nombreuses années de travail avec les femmes, a parfois été perdue.

Le ciblage et le contrôle se sont aussi avérés problématiques. L'absence de réunions ou d'informations publiques sur le programme a fait que de nombreuses femmes et hommes pauvres ignoraient tout du programme et certains d'entre eux ont dit qu'ils avaient été omis parce qu'ils/elles n'étaient pas présents lors des visites de sélection. Des femmes ont fait part de leur préoccupation parce qu'elles craignaient que d'autres personnes dans une situation alimentaire tout aussi précaire avaient été exclues du programme.

Malgré un contrôle régulier touchant à toute une gamme de questions⁴⁰, les données désagrégées par sexe n'ont pas été recueillies ou n'ont pas été incluses dans le système de gestion des données prévu pour une analyse subséquente. Cette absence de données est un obstacle sérieux pour tirer un enseignement touchant au genre, et il est vital que tout programme similaire à celui-ci qui serait mis en œuvre devrait l'être d'une manière qui tienne compte du genre. Le contrôle s'est concentré sur les changements de consommation et les schémas alimentaires de chaque famille. Bien que cela semble approprié dans le cadre d'un programme de sécurité alimentaire, si les donateurs exigent que les programmes s'occupent des dynamiques de genre et que des bénéficiaires sont escomptés pour les femmes en termes de dynamiques de genre parce que l'argent leur a été distribué à elles, ces objectifs et ces indicateurs devraient être clairement exprimés dès le départ et vérifiés en conséquence. Même si lors de l'évaluation des questions ont été posées concernant des changements « au niveau des stratégies négatives de subsistance », aucune question n'a analysé : si les transferts monétaires touchaient aux stratégies positives de subsistance existantes ; comment les femmes et les filles s'en sortaient avec les transferts ; dans quelle mesure la situation différait dans les familles avec une femme ou un homme à leur tête ; quels avaient été les changements, anticipés ou non, concernant les relations de genre pendant le processus de transferts.

Conclusion

Dans les bidonvilles de nombreux rôles familiaux traditionnels ont disparu. Pratiquement tous les aspects de la vie sont déterminés par le sexe de chacun. Et cependant il n'y a que très peu de discussions formelles sur les réalités de la vie pour

les femmes et les hommes, sur la manière dont ils et elles peuvent accéder à l'éducation, aux soins de santé et au travail, et sur la manière dont les expériences et les droits des femmes et des hommes diffèrent. Sans une analyse sociale et de genre solide, ces facteurs cruciaux continuent de déterminer la vie des gens malgré les efforts réalisés par le programme. Il existe de nombreuses approches différentes pour résoudre les besoins liés au genre, pour remettre en cause des rôles de genre inéquitables et pour soutenir l'émancipation des femmes à long terme. Toutes ces approches exigent cependant de la clarté sur ce que sont les problèmes et ce qui peut être fait pour les résoudre dans le cadre de délais spécifiques ou de phases de programme. Cette vision stratégique doit s'ancrer profondément dans les programmes, elle doit être commune aux employés et aux organisations partenaires et elle doit être vérifiée en conséquence.

Le programme mené au Kenya a montré que les transferts monétaires peuvent très certainement aider les femmes de différentes manières pratiques et immédiates, et qu'ils peuvent potentiellement servir d'appui à des programmes de développement à plus long terme tels que ceux prévus pour les prochaines phases de ce programme. Le programme du Kenya renforce également l'idée selon laquelle une solide compréhension de la vie des femmes dans les bidonvilles doit être accompagnée d'objectifs de genre réalistes qui devront être vérifiés de manière routinière. Si tel n'est pas le cas, il sera bien trop aisé de négliger les besoins réels des femmes. Un programme à court terme devrait, tout au moins, reconnaître l'impact qu'un transfert de cette nature, effectué en fonction du genre, peut avoir sur les relations à l'intérieur de la famille, de manière à garantir une approche de « non-dommage ».

Annexe 4

Indicateurs d'Oxfam pour
un cadre d'intervention
conscient du genre

1	Indicateurs d'Oxfam pour un cadre d'intervention conscient du genre	Phase de projet		
		Début?	Milieu?	Fin?
ÉVALUATION	Représentation proportionnelle de femmes et d'hommes dans l'équipe ; notamment une personne expérimentée dans le domaine du genre.			
	Les données sont recueillies par des femmes auprès des femmes, avec suffisamment de temps et d'espace pour le faire.			
	Les groupes vulnérables sont identifiés, consultés et inclus dans le programme.			
	Les données sont désagrégées par sexe, âge, composition de la famille et autres facteurs pertinents.			
	Sachez en quoi la crise a affecté les hommes et les femmes différemment (emploi, charge de travail, travail domestique, mobilité, soin des enfants, réseaux sociaux, ressources, craintes, pressions, prises de décisions, etc.).			
	Des données de référence sont établies de manière à pouvoir mesurer et comparer les impacts et les changements.			
ANALYSE	Des ressources sont réservées pour redresser des inégalités qui affectent les femmes et les filles.			
	Des indicateurs d'impact reflétant leurs besoins, leurs intérêts et leurs priorités sont développés par les femmes et les hommes affectés.			
	Des options de planification concernant l'accès et le contrôle des ressources, les rôles assortis des responsabilités correspondantes, et les stratégies garantissant l'équité, sont développées par les femmes affectées.			
	Les changements créés par la crise en termes de rôles et de travail des hommes et des femmes sont identifiés, qu'ils soient positifs ou négatifs.			
	Les connaissances et les convictions des femmes et des hommes locaux concernant l'inégalité entre les genres, ses causes, ses conséquences et les moyens d'y remédier, sont reconnues et prises en considération lors de la formulation des mesures de référence.			
MISE EN ŒUVRE	Des objectifs pour les programmes techniques et sociaux sont fixés ensemble.			
	Les interventions techniques et sociales commencent en même temps, se poursuivent ensemble (~ pas au même rythme).			
	Des opportunités sont trouvées pour des interventions techniques destinées à résoudre les inégalités entre hommes et femmes.			
	Des informations fiables et exactes sur le programme sont disponibles et accessibles aux femmes et aux hommes.			
	Les femmes bénéficiaires gèrent les programmes dans le cadre de leurs domaines traditionnels d'activité.			
	Des activités de plaidoyer font la promotion des droits de la femme et de l'égalité entre les femmes et les hommes.			
	Une représentation égale et/ou proportionnelle des femmes et des hommes est mise en avant dans la prise de décisions.			
	Des stratégies pour améliorer l'équité entre les filles et les garçons, et entre les femmes et les hommes, ont été mises en place.			

2	Indicateurs d'Oxfam GB pour une intervention consciente du genre	Phase de projet		
		Début?	Milieu?	Fin?
CONTRÔLE ET ÉVALUATION	La participation proportionnelle et les bénéfices des filles et des garçons ainsi que des femmes et des hommes sont mesurés.			
	Le succès du programme à répondre aux besoins des filles et des garçons, des femmes et des hommes, est vérifié.			
	L'effet du programme sur la réduction des stéréotypes relatifs aux filles et garçons et aux femmes et hommes ou sur leur modification, est vérifié.			
	L'amélioration des conditions des filles et des femmes et de leur statut, est vérifiée.			
	La charge de travail des hommes et des femmes, leur contrôle sur les biens et les services et leur accès à ces mêmes biens et services, sont des facteurs qui sont vérifiés de manière à être comparés avec les données de référence.			
	Les changements dans la capacité des femmes à influencer les décisions et à contrôler les ressources sont vérifiés.			
	Distribution budgétaire : l'usage et les bénéfices nets obtenus par différents segments de la communauté sont vérifiés et font l'objet d'un compte rendu.			
	Les employés et les partenaires sont tenus responsables de la fixation des objectifs relatifs à l'équité des genres et de l'atteinte de ces objectifs.			
	Les programmes sont clairement basés sur les résultats et les constatations des consultations effectuées auprès des femmes et des hommes concernés.			
PARTICIPATION ET CONTRÔLE	La gestion des services, l'accès et la participation à ces services par les bénéficiaires, sont définis d'une manière proportionnellement représentative en fonction du profil de la population (c'est-à-dire : par sexe, âge, appartenance ethnique, etc.).			
	Les stratégies de communication développées au niveau local garantissent une participation égale des filles, des garçons, des femmes et des hommes.			
	Des mesures concrètes sont mises en œuvre pour réduire la charge de travail des femmes pour leur permettre de participer à la gestion du programme et à la prise de décisions.			
	Des mesures concrètes sont mises en œuvre pour soutenir l'augmentation de l'activité domestique des hommes de manière à permettre aux femmes de participer à la gestion du programme et à la prise de décisions.			
	Les organisations locales de femmes encouragent la participation de la communauté et participent à la promotion du programme, à sa planification et à sa gestion.			
	Les femmes bénéficiaires et les organisations de femmes gèrent les distributions chaque fois que possible.			
	Les associations locales de femmes et le ministère de la Femme du pays hôte sont impliqués et renforcés.			
	Des stratégies assurent la promotion de la participation des garçons et des filles, des femmes et des hommes, à la programmation vers les phases de rétablissement et de post-urgence.			

Notes

1. Le minimum en termes de nourriture et de matériel non alimentaire est défini dans les Normes minimales du Projet Sphere pour les interventions lors de catastrophes. Cité dans Creti, P. et Jaspars S. (éd.) (2006) *Cash-Transfer Programming in Emergencies* [Programmation des transferts monétaires en situation d'urgence], Oxford: Oxfam GB, (p 1).
2. Creti, P. et Jaspars S. (eds) (2006) *Cash-Transfer Programming in Emergencies* [Programmation des transferts monétaires en situation d'urgence], Oxford: Oxfam GB, (p 8).
3. Voir la sélection biographique pour des suggestions de lecture. Ces questions ont toutes été soulevées dans les rapports complets sur le Kenya, le Zimbabwe et l'Indonésie. Des indications pour se procurer une copie de ces rapports se trouvent dans la bibliographie.
4. Dans certains quartiers au Zimbabwe, nous avons constaté une préférence assez prononcée, mais pas universelle, pour l'aide alimentaire par rapport aux transferts monétaires, (voir Appendice 4 du Rapport intégral d'étude sur le genre et les transferts monétaires au Zimbabwe). Les raisons données pour cette préférence étaient que les prix tendaient à monter le jour de la distribution, un manque chronique de nourriture disponible, et aussi le fait que même si la nourriture était la principale priorité des bénéficiaires, les transferts monétaires tendaient à être utilisés pour d'autres besoins comme le remboursement de dettes ou de frais de scolarité. Il convient également de noter que dans les deux villages où les frais de scolarité tombaient le jour de distribution, les bénéficiaires indiquaient unanimement une préférence pour l'aide alimentaire. Le rapport de contrôle a montré que les prix dans les quartiers où les gens ne recevaient que de l'argent, étaient plus bas que dans les quartiers où les gens recevaient uniquement de la nourriture, mais il se peut que cela reflète le choix particulier des quartiers pour les transferts monétaires (choisis pour avoir un accès aisé aux marchés et pour la disponibilité des céréales) plutôt que de l'impact du programme lui-même. Le rapport n'a pas trouvé de preuve d'inflation causée par les transferts monétaires. Cependant, des hausses de prix ont également été indiquées dans l'évaluation du projet ZECT.
5. Des programmes comme le Programme de filet de sécurité contre la faim dans le nord du Kenya cherchent à analyser l'impact et l'efficacité de trois méthodes de ciblage.
6. Oxfam GB (2007), *But 3- Le droit à la vie et à la sécurité : Cadre stratégique 2007/08 – 2010/11*, Oxford : Oxfam GB (p 6).
7. Concern Worldwide (2006) *Plan stratégique 2006-11*, Londres : Concern Worldwide.
8. Batliwala, S. (2007) *Putting Power Back Into Empowerment* [Remettre du pouvoir dans l'émancipation], [en ligne] disponible en anglais : http://www.opendemocracy.net/article/putting_power_back_into_empowerment_0
9. Cornwall, A. et Edwards, J. (2010) « Introduction, Negotiating Empowerment » [Introduction, négocier l'émancipation], IDS Bulletin, Vol 41. No.2, mars 2010.
10. Il y a deux projets de recherche financés par DFID concernant « Pathways to Women's Empowerment » [Des voies vers l'émancipation des femmes], un à l'IDS et un basé à Hong Kong mais relié à QEH Oxford. Danny Harvey a récemment écrit un guide à l'intention des employés sur la base du travail de Concern au Zimbabwe et en Ouganda 2010.
11. Cité dans le rapport national sur l'Indonésie commandité pour ce rapport. Chapman, J. (2010), *Cash Transfers and Gender : Oxfam West Sumatra Earthquake Response* [Transferts monétaires et genre : la réponse d'Oxfam face au séisme dans l'ouest de Sumatra], Oxfam GB et Concern Worldwide, (p. 17) Voir bibliographie pour tous les détails.
12. Rapport intégral, Chapman, J (2010) *Zimbabwe Gender and Cash Transfer Study* [Étude sur le genre et les transferts monétaires au Zimbabwe], Oxfam GB et Concern Worldwide (p21).
13. Mukuru Slums Development Projects [Projets de développement des bidonvilles de Mukuru], (2010) Rapport du programme de Sécurité alimentaire.
14. M. Molyneux, (2009) « Conditional Cash Transfers : a Pathway to Women's Empowerment ? » [Des transferts monétaires conditionnels : une voie vers l'émancipation des femmes ?], Document de travail n°5 de l'IDS pour Pathways to Women's Empowerment Programme [Des voies vers un programme d'émancipation des femmes]. [En ligne] disponible en anglais : <http://www.pathwaysofempowerment.org/PathwaysWP5-website.pdf>.
15. Les hommes interrogés ont inclus les aspects suivants dans une liste des bénéfices retirés des transferts monétaires qui ciblaient les femmes : l'atténuation des pressions immédiates et en conséquence, la liberté de travailler leurs propres champs plutôt que d'être employés comme travailleurs occasionnels chez d'autres (Zimbabwe).
16. Le gouvernement inclusif du Zimbabwe, les Nations Unies et le Conseil de l'alimentation et la nutrition du Zimbabwe (FNC) ont publié de nouvelles données sur le statut nutritionnel des enfants au Zimbabwe, qui révèlent que plus d'un tiers des enfants de moins de cinq ans sont chroniquement malnutris et rachitiques en conséquence de cette malnutrition. Unicef (juillet 2010) [en ligne] Disponible : http://www.unicef.org/zimbabwe/media_5965.html
17. L'engagement initial du gouvernement kenyan de financer les transferts monétaires d'urgence dans les bidonvilles ne s'est pas traduit en financement, ce qui a obligé les agences à chercher des fonds et a provoqué de l'incertitude dans les programmes.
18. Chapman, J. (2010), *Cash Transfers and Gender : Oxfam West Sumatra Earthquake Response* [Transferts monétaires et genre : la réponse d'Oxfam face au séisme dans l'ouest de Sumatra], Oxfam GB et Concern Worldwide, (p. 14)
19. Kardan, A. MacAuslan, I. et Marimo, N. (juillet 2010) *Evaluation of Concern Zimbabwe's Emergency Cash Transfer (ZECT) Programme* [Évaluation du programme de transferts monétaires d'urgence au Zimbabwe (ZECT)], Concern Worldwide, Oxford Policy Management et le Programme alimentaire mondial.

20. Le cadre d'Oxfam pour une intervention consciente du genre (Annexe 4) peut être très utile. Concern organise également un cours gratuit intitulé, « Different Needs Equal Opportunities » [À différents besoins opportunités égales] d'une durée de 4 heures, qui est un minimum absolu sur l'intégration du genre aux programmes d'urgence pour tous les employés des programmes d'urgence. Ce cours se trouve sur : <http://www.interaction.org/iasc-gender-elearning>
21. Oxfam GB (2009) Stratégie nationale Indonésie 2009 – 2014 Raising Women's Voices, Realizing Rights, Building a Resilient Indonesia [Faire entendre la voix des femmes, réaliser les droits, construire une Indonésie résiliente], Oxford : Oxfam GB
22. Veuillez remarquer: le terme de « famille » désigne les personnes vivant dans une maison, ce qui est la manière dont le terme est utilisé ici. Les informateurs locaux indiquent que cela ne tient pas compte des normes culturelles locales (voir plus loin).
23. Les familles vivant dans des maisons qui avaient été de sévèrement à modérément endommagées, ont reçu 1,5 million de roupies (approximativement £100) par maison, et celles ayant subi des dommages moins importants (désignées comme familles « hôtes ») ont reçu 0,5 million de roupies (approximativement £35).
24. L'évaluation en temps réel a montré que « même si des mesures avaient été prévues pour garantir aux questions de genre une attention suffisante lors des évaluations et de la conception du programme, cette attention s'est révélée inégale lors de la mise en œuvre. Par exemple, des données désagrégées par sexe n'ont pas toujours été recueillies ».
25. Oxfam GB (2009) Plan de projet EFSL, Oxford : Oxfam GB.
26. Par exemple, bien que les femmes héritent des habitations et de certaines terres agricoles, elles ne sont pas habilitées à prendre des décisions concernant la terre sans consulter l'homme [de la famille]. De plus, s'il y a un certain nombre de sœurs dans une famille, elles auront le droit d'utiliser les terres en rotation, ce qui signifie que certaines années lorsque ce n'est pas leur tour elles doivent trouver d'autres moyens de subsistance. Les familles dans lesquelles les femmes viennent de l'extérieur de la région n'ont habituellement pas de terres.
27. A l'exception d'une année où le gouvernement a pris en charge la distribution.
28. L'hyperinflation a atteint un niveau officiel de 230 millions pour cent à la fin 2008. Ratapoulos, B. et Mlambo A. 2009, *Becoming Zimbabwe : A History from the Pre-colonial Period to 2008*, [Devenir le Zimbabwe : une histoire de la période précoloniale jusqu'à 2008], Zimbabwe : Weaver Press.
29. Projet de transferts monétaires d'urgence de Concern au Zimbabwe (ZECT) (septembre 2009), ZECT proposition de projet, Zimbabwe : Concern Worldwide Zimbabwe.
30. Kardan, A. MacAuslan, I. et Marimo, N. (juillet 2010) Évaluation du programme de transferts monétaires d'urgence de Concern au Zimbabwe (ZECT), Concern Worldwide, Oxford Policy Management et Programme alimentaire mondial.
31. Kardan, A. MacAuslan, I. et Marimo, N. (juillet 2010) Évaluation du programme de transferts monétaires d'urgence de Concern au Zimbabwe (ZECT), Concern Worldwide, Oxford Policy Management et Programme alimentaire mondial.
32. Entretien avec gestionnaires de Concern Worldwide au Zimbabwe
33. Kardan, A. MacAuslan, I. et Marimo, N. (juillet 2010) Évaluation du programme de transferts monétaires d'urgence de Concern au Zimbabwe (ZECT), Concern Worldwide, Oxford Policy Management et Programme alimentaire mondial.
34. Veuillez noter que cela contredit les constatations du rapport de contrôle qui n'a découvert aucun problème, mais qui a également conclu que ce domaine nécessitait davantage d'investigation.
35. « Le désavantage de cette approche est qu'elle pourrait augmenter les conflits à l'intérieur de la famille, entre maris et femmes, plus particulièrement dans des sociétés comme celle du Zimbabwe où les femmes n'ont pas de contrôle sur l'argent et les décisions d'allocation de ressources au sein de la famille ». Ruiz Román, E. 2010, ZECT Rapport groupé de C&E, Zimbabwe : novembre 2009 à mars 2010, [en ligne] disponible en anglais: http://www.cashlearning.org/files/Evaluations/ZECT%20M_E%20final%20consolidated%20report_Final%20May%202010.pdf
36. Voir note 14.
37. La seconde phase comprenait une intervention à moyen terme basée sur de l'argent en échange d'un travail, accompagnée d'un développement des compétences et d'une formation. À la suite de quoi, la troisième phase impliquait un plan à long terme pour le Consortium et ses partenaires locaux qui devaient se concentrer à la fois sur le développement d'indicateurs d'urgence dans un environnement urbain et celui d'une approche systématique et coordonnée de contrôle, et finalement sur le lancement d'un plaidoyer coordonné destiné à encourager le gouvernement à investir dans des mesures de protection sociale en faveur des populations urbaines vulnérables.
38. A la fois en termes de perceptions erronées concernant ce à quoi l'argent devrait servir et les réponses des bénéficiaires aux questions, qui reflétaient ce qu'ils pensaient être les priorités des ONG. En outre, rien de tout cela ne peut être vérifié.
39. Les risques de sécurité sont faibles dans la mesure où personne ne se déplace avec une grosse somme d'argent liquide et que les personnes, en majorité des femmes, étaient capables de percevoir l'argent lorsqu'elles le voulaient et de la manière qui leur convenait.
40. Concern a vérifié chaque destinataire une fois par mois pendant 8 mois, et a examiné une gamme étendue de questions, notamment : les groupes d'âges, les économies, la longueur de la période passée dans le bidonville, les avantages et les difficultés des transferts monétaires. Chaque mois, Oxfam a pris un groupe de bénéficiaires comme échantillon et s'est concentré sur les dépenses des transferts monétaires.

Bibliographie sélectionnée

Batiwala, S. (2007) Putting Power Back Into Empowerment, [Restituer du pouvoir à l'émancipation] [en ligne] disponible en anglais sur: http://www.opendemocracy.net/article/putting_power_back_into_empowerment_0

Concern Worldwide (2006) Strategic Plan 2006-11 [Plan stratégique 2006-2011 de Concern Worldwide], Londres : Concern Worldwide.

Cornwall, A. and Edwards, J. (2010) « Introduction, Negotiating Empowerment », IDS Bulletin, Vol 41. No.2, [« Introduction, comment négocier l'émancipation », Bulletin d'IDS, vol 41.n°2] mars 2010.

Creti, P. et Jaspars S. (eds) (2006) Cash-Transfer Programming in Emergencies [Programmation des transferts monétaires en situation d'urgence], Oxford: Oxfam GB.

Kardan, A. MacAuslan, I. et Marimo, N. (juillet 2010) Evaluation of Concern Zimbabwe's Emergency Cash Transfer (ZECT) Programme [Évaluation du programme de transferts monétaires d'urgence au Zimbabwe (ZECT)], Concern Worldwide, Oxford Policy Management et le Programme alimentaire mondial.

M. Molyneux, (2009) « Conditional Cash Transfers : a Pathway to Women's Empowerment? », IDS working paper 5 for Pathways to Women's Empowerment Programme [Transferts monétaires conditionnels : une voie vers l'émancipation des femmes ?, Document de travail 5 d'IDS sur les voies vers un programme d'émancipation des femmes]. [En ligne] disponible en anglais sur : <http://www.pathwaysofempowerment.org/PathwaysWP5-website.pdf>

Mukuru Slums Development Projects, (2010) Food Security Programme Report [Projets de développement des bidonvilles de Mukuru, (2010) Rapport du programme de sécurité alimentaire].

Oxfam GB (2007), But 3- Le droit à la vie et à la sécurité : cadre de travail stratégique 2007/08 – 2010/11, Oxford : Oxfam GB

Ratapoulos, B. et Miambo A., 2009, Becoming Zimbabwe : A History from the Pre-colonial Period to 2008 [Devenir le Zimbabwe : une histoire de la période précoloniale à 2008]. Zimbabwe : Weaver Press.

Ruiz Román, E. 2010, ZECT M&E Consolidated Report, Zimbabwe : November 2009 to March 2010 [Rapport ZECT consolidé de C&E, Zimbabwe: de novembre 2009 à mars 2010] [en ligne] disponible en anglais sur: http://www.cashlearning.org/files/Evaluations/ZECT%20M_E%20final%20consolidated%20report_Final%20May%202010.pdf

Nations Unies et Conseil sur l'alimentation et la nutrition (juillet 2010) [en ligne] disponible en anglais sur : http://www.unicef.org/zimbabwe/media_5965.html

Rapports complets sur les trois études de cas sélectionnées

Chapman, J. (2010), Cash Transfers and Gender: Oxfam West Sumatra Earthquake Response (Les transferts monétaires et le genre : l'intervention d'Oxfam en réponse au séisme dans le Sumatra occidental) , Oxfam GB et Concern Worldwide,

Chapman, J (2010) Zimbabwe Gender and Cash Transfer Study [Étude sur le genre et les transferts monétaires au Zimbabwe], Oxfam GB et Concern Worldwide.

Wallace, T., (2010) The Kenya Report on Cash Transfers in the Slums for Concern Worldwide and Oxfam GB [Rapport sur les transferts monétaires au Kenya dans les bidonvilles pour Concern Worldwide et Oxfam GB], Oxfam GB et Concern Worldwide,

Pour ceux qui souhaiteraient obtenir des informations supplémentaires sur les analyses et les recommandations spécifiques aux différents pays, veuillez contacter:

Gabrielle Smith, Concern Worldwide, conseillère en protection sociale et filets de sécurité. Gabrielle.Smith@concern.net
Pour des informations concernant les programmes Kenya et Zimbabwe.

Nupur Kukrety, Oxfam GB, Conseiller Protection sociale et sécurité alimentaire. nkukrety@oxfam.org.uk

Pour des informations concernant les programmes Kenya et Indonésie.

Photos

Page 1, 4, 8, 11 et 16 : Loreta Palmaera/Oxfam.

Page 7: Monica Akini, Kenya © Concern 2008.

Page 18: Solte Kilelit, Bénéficiaire de transferts monétaires, Kenya © Concern 2008.

Page 23: Transferts monétaires, GokweNorth, Zimbabwe © Concern 2010.

Page 27: Transferts monétaires, GokweNorth, Zimbabwe © Concern 2010.

Page 31: Mbuya Sara, Bénéficiaire de transferts monétaires, GokweNorth Zimbabwe' © Concern 2010.

Toutes les autres photos: Oxfam GB.



La traduction en français et la réimpression de ce rapport ont été rendues possibles grâce au soutien de ECHO à travers le CaLP.